

*Les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale . . .*

## Optimisme pour l'économie, inquiétude pour les ODM

La reprise de l'économie mondiale s'amplifie et se renforce, d'où l'optimisme affiché par les ministres des finances et gouverneurs de banque centrale lorsqu'ils se sont retrouvés à Washington le 24 avril pour les réunions de printemps du Comité monétaire et financier international (CMFI), le comité directeur ministériel du FMI. Ils se sont félicités de l'amélioration des perspectives de l'économie mondiale, marquée par une nette progression de la production industrielle et des échanges commerciaux. Ils ont cependant mis en garde contre les risques inhérents à l'existence de forts déséquilibres au niveau mondial, au passage à des taux d'intérêt plus élevés, à la volatilité des cours du pétrole et aux incertitudes géopolitiques. Ils ont aussi tiré la sonnette d'alarme en déclarant que, si les tendances actuelles perdurent, la majorité des pays en développement ne réussiront pas à atteindre d'ici à 2015 la plupart des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) fixés par l'ONU. Enfin, même si ce point ne figurait pas à l'ordre du jour, il a été beau-



Le Président du CMFI, Gordon Brown, ici à côté d'Anne Krueger, a déclaré à la presse que tous les pays devaient coopérer pour éliminer les déséquilibres mondiaux.

coup question du choix du prochain Directeur général du FMI (voir encadré page 132).

Le Président du CMFI, Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni, (voir page suivante)

*Entretien avec Horst Köhler . . .*

## Le Directeur général sortant est favorable à un réexamen des droits de vote au FMI

Le 4 mars 2004, Horst Köhler a démissionné de ses fonctions de Directeur général du FMI pour briguer la présidence de l'Allemagne (l'élection aura lieu le 23 mai). Dans un entretien accordé à Laura Wallace fin avril, il dit que le moment est peut-être venu pour l'Europe de faire un geste politique fort en consolidant sa représentation au Conseil d'administration du FMI pour aider à rehausser celle des pays en développement. Il est aussi favorable à d'autres changements de la structure de gouvernance du FMI qui bénéficieraient aux pays membres de petite taille, à faible revenu et émergents, dont les quotes-



M. Köhler : «Je suis partisan d'une union politique de plus en plus étroite en Europe et la consolidation des sièges au FMI en serait l'expression.»

parts ne reflètent plus le poids réel dans l'économie mondiale.

**BULLETIN :** Après votre départ inopiné, les projecteurs sont de nouveau braqués sur le mode de sélection du Directeur général du FMI. Le moment est-il venu d'abandonner la tradition qui veut que le FMI soit dirigé par un Européen et la Banque mondiale par un Américain? Que faut-il faire, à votre avis?

**M. KÖHLER :** Je suis favorable à ce que le processus de sélection du Directeur général soit ouvert et transparent, et je ne vois aucune raison de le limiter (voir page 115)

Dans ce numéro

113  
Les réunions  
de printemps

113  
Entretien avec  
Horst Köhler

117  
Communiqué du CMFI

120  
Conférence  
de presse du CMFI

122  
Communiqué  
du Comité  
du développement

124  
Communiqué  
du Groupe des Sept

125  
Communiqué  
du Groupe  
des Vingt-Quatre

127  
Conférence de presse  
des ministres  
des finances africains

130  
Perspectives de  
l'économie mondiale

Lire aussi . . .

121  
Publications récentes

124  
Principaux taux  
du FMI

128  
Sur le site du FMI

Rodrigo Rato  
est nommé  
Directeur général  
du FMI  
(voir page 132)

## Le commerce mondial au cœur des préoccupations

(suite de la première page) a déclaré à la presse le 24 avril que tous les pays devaient coopérer pour éliminer les déséquilibres mondiaux (voir page 120). Pour les États-Unis, cela signifie définir une stratégie à moyen terme crédible pour passer des politiques budgétaires expansionnistes — qui ont alimenté la reprise — à une situation plus saine des finances publiques qui permette de faire face au coût des retraites et des soins de santé d'une population vieillissante (voir page 130). Pour l'Europe, dont la croissance plus modérée est l'une des rares ombres au tableau, cela signifie accélérer les réformes structurelles, notamment sur les marchés du travail, et pour le Japon, poursuivre les réformes dans le secteur des banques et celui des entreprises.

### Relancer les négociations commerciales

M. Brown a fait observer que le G-7 a insisté sur l'urgence de redynamiser les négociations commerciales mondiales. «Il est impératif que le cycle de Doha produise sans tarder des résultats et soit promptement mené à son terme», dit son communiqué, qui ajoute : «Il faudra pour cela que toutes les parties œuvrent ensemble au règlement des questions en suspens» (voir page 124). Le G-24 est d'accord, mais son Président, Conrad Enill, de Trinité-et-Tobago, a critiqué les pays avancés, qu'il a exhortés à «tenir leur engagement d'ouvrir davantage leurs marchés aux exportations des pays en développement et de réduire sensiblement les obstacles au commerce agricole afin que le cycle de négociations puisse s'achever comme prévu en 2005».

Le CMFI a salué le travail accompli par le FMI pour promouvoir la libéralisation commerciale et aider les pays à tirer pleinement parti de l'ouverture des marchés — en insistant sur l'importance de l'ouverture commerciale, de l'accès équitable aux marchés et de la réduction des subventions qui faussent les échanges (notamment dans les secteurs essentiels pour les pays en développement, tels que l'agriculture, les textiles et les vêtements). La création par le FMI d'un mécanisme d'intégration commerciale a aussi été très bien accueillie. La Directrice générale par intérim, Anne Krueger, a expliqué que ce mécanisme permettrait au FMI d'apporter très rapidement un soutien financier à un pays qui subirait un manque-à-gagner à l'exportation ou une augmentation du prix de ses importations en raison de la libéralisation du commerce multilatéral.

Le CMFI a déclaré que la surveillance du FMI était «l'un des principaux éléments des efforts déployés par la communauté internationale pour améliorer la prévention des crises, promouvoir la stabilité financière et favoriser une croissance élevée et durable». Il a salué son recentrage sur les questions touchant au secteur financier et aux marchés de capitaux ainsi que les programmes expérimentaux sur une question très

controversée, à savoir le traitement des investissements publics dans les conseils et accords du FMI et ce qui peut être fait pour protéger les investissements bien utiles dans les infrastructures sans compromettre la stabilité macroéconomique ni la viabilité de la dette.

Pour ce qui est de la représentation des pays pauvres au FMI, le CMFI a noté que, pour que le FMI soit crédible en tant qu'institution coopérative, il faut notamment que tous les membres y disposent d'une voix et d'une représentation appropriées. Il a demandé que des efforts continuent d'être faits «pour accroître la capacité des pays en développement et des pays en transition de participer de façon plus efficace au processus de prise de décision du FMI», et il a invité le Conseil d'administration à poursuivre ses travaux sur les quotes-parts, la voix et la représentation des membres.

En revanche, lors de la réunion des ministres des finances africains (voir page 127) et du G-24, les pays en développement se sont montrés de plus en plus impatients face à la lenteur des progrès dans ce dossier.

M. Enill a réclamé qu'un calendrier concret soit établi pour achever ces travaux d'ici à l'Assemblée annuelle de 2006, c'est-à-dire dans le délai fixé à Monterrey, en mars 2002. Il a aussi exprimé la préoccupation particulière de son groupe à l'égard du processus de sélection du chef du FMI, en déclarant que le choix du dirigeant d'une institution de Bretton Woods devrait toujours être ouvert, transparent et reposer sur la participation complète de tous les membres.

### La course à la réalisation des ODM

Le 25 avril, le Comité du développement (instance conjointe de la Banque mondiale et du FMI) s'est réuni pour faire le point des actions entreprises pour atteindre les ODM, notamment la réduction de moitié de la pauvreté à l'horizon 2015 par rapport à 1990. Malgré des avancées dans de nombreux domaines, la plupart des ODM ne seront pas atteints par la majorité des pays en développement si les tendances actuelles persistent, en particulier en Afrique subsaharienne (voir page 122). Le Rapport conjoint de la Banque mondiale et du FMI sur le suivi mondial, publié le 22 avril, exhorte les pays pauvres comme les pays riches ainsi que les institutions financières internationales à tenir les promesses faites à Monterrey. Selon ce rapport, les pays riches doivent doubler leur aide annuelle, actuellement de l'ordre de 50 à 60 milliards de dollars. Le Président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a déclaré à la presse que la communauté internationale avait inversé ses priorités : les dépenses militaires atteignent environ 900 milliards de dollars par an et les subventions agricoles à peu près 300 milliards; or, «si l'on consacrait 900 milliards au développement, a-t-il dit, nos dépenses militaires seraient sans doute inférieures à 50 milliards.» ■

## M. Köhler se félicite de l'ouverture accrue du FMI

(suite de la première page) à une région ou à un pays particulier. Mais il faut être réaliste : il y aura toujours un élément politique dans le processus de sélection, parce que le FMI est une institution importante et ses membres veulent, à juste titre, avoir leur mot à dire dans le choix de son dirigeant.

**BULLETIN :** Les questions de gouvernance dépassent le processus de sélection du Directeur général. Depuis longtemps, de nombreux pays en développement se plaignent d'être insuffisamment représentés au Conseil d'administration. Vous avez présidé le Conseil pendant plusieurs années. Les pays en développement sont-ils sous-représentés? Dans ce cas, comment peut-on parvenir à une solution politique?

**M. KÖHLER :** Il est fondamental que le FMI entretienne un esprit de consensus et veille à ce que tous les membres, grands et petits, se sentent écoutés et se retrouvent dans le FMI. C'est pour cela que l'écoute et la recherche du consensus sont plus importantes que la représentation mathématique. Cela dit, la répartition des droits de vote pourrait être ajustée, par exemple en relevant le nombre des voix de base, ce qui bénéficierait aux pays membres de petite taille et à faible revenu, et en augmentant la part des pays émergents en plein essor, dont les quotes-parts ne reflètent plus le poids réel dans l'économie mondiale. Je pense aussi que l'Europe pourrait faire un geste politique fort en reconsidérant sa propre représentation.

**BULLETIN :** Seriez-vous favorable à ce que l'UE consolide sa représentation au Conseil d'administration en un seul siège, au lieu d'être éclatée sur une dizaine de sièges?

**M. KÖHLER :** C'est aux Européens qu'il appartient de décider. Le projet de constitution européenne va dans ce sens. Personnellement, je suis partisan d'une union politique de plus en plus étroite en Europe et la consolidation des sièges au FMI en serait l'expression.

**BULLETIN :** Que considérez-vous comme vos plus grandes réussites et vos plus grandes déceptions pendant les quatre années que vous avez passées à la tête du FMI?

**M. KÖHLER :** Il est trop tôt pour porter un jugement définitif sur les réformes qui ont été entreprises ces quatre dernières années, dont beaucoup ont été lancées avant mon arrivée. Mais, dans l'ensemble, je crois que le FMI a contribué à une plus grande stabilité financière dans le monde; je dirais même que nous devrions être encouragés par le fait que l'économie mondiale s'est montrée capable de surmonter les graves chocs de ces dernières années. Nous avons aussi considérablement amélioré l'image du FMI, naguère considéré comme une institution relativement fermée et jugée aujourd'hui beaucoup plus ouverte. Lorsque je

me suis rendu en Afrique pour la première fois en juin 2000, j'y ai rencontré Ellen Johnson-Sirleaf, du Libéria, qui m'a dit que, pour elle, le FMI était synonyme de secret, arrogance et domination. Aujourd'hui, j'entends davantage les dirigeants africains dire que le FMI est un partenaire précieux dans la lutte contre la pauvreté.

**BULLETIN :** Trouvez-vous inquiétant que les efforts de transparence au FMI continuent de se heurter à l'attitude d'un quart de ses membres, dont plusieurs grands pays, qui refusent que soient publiés les rapports du FMI sur leurs pays? Comment sortir de cette impasse?

**M. KÖHLER :** Cela ne m'inquiète pas. Les progrès de ces dernières années ont été spectaculaires. La plupart des pays reconnaissent aujourd'hui que la transparence est une bonne chose, car ils savent que, si les marchés doutent de la crédibilité des informations diffusées, par exemple des informations statistiques, cela ne fait qu'accroître l'incertitude et le risque. Le FMI a décidé à juste titre de continuer à encourager et à aider ses membres à être plus ouverts, notamment en acceptant de diffuser les documents du FMI, et je crois qu'il est essentiel que les pays le fassent de façon volontaire.

**BULLETIN :** Très tôt, vous avez insisté sur la nécessité d'accroître l'efficacité et la légitimité du FMI en recentrant ses activités sur ses principaux domaines de responsabilité et de compétence. Pourtant, on a l'impression que le mandat du FMI s'est encore élargi pour inclure des dossiers tels que la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme. Qu'en est-il exactement?

**M. KÖHLER :** Les nouvelles responsabilités assumées par le FMI entrent dans le cadre de sa mission qui est de promouvoir la stabilité financière mondiale, et nous avons veillé à ne pas sortir de nos domaines de compétence. En même temps, la conditionnalité des prêts du FMI ayant été rationalisée, l'institution a pu se concentrer davantage sur les politiques indispensables à la réalisation des objectifs des programmes, et les pays ont pu davantage internaliser les politiques de réforme et de stabilisation. Dans une très large mesure, les avis convergent quant aux politiques économiques qui s'imposent pour soutenir la croissance et lutter contre la pauvreté. En principe, la liberté et l'économie de marché sont acceptées comme fondements de la pros-



Jacques Sylla (à gauche), Premier Ministre de Madagascar, et Benjamin Radavidson (à droite), Ministre des finances, accueillent M. Köhler à son arrivée à Madagascar en juillet 2003.

**L'Allemagne est un pays ouvert axé sur les exportations, et seules la paix, la liberté et la stabilité politique dans le monde peuvent garantir sa prospérité — et, pour cela, il faut réduire la pauvreté.**

Horst Köhler

périté et de la stabilité sociale. Mais les marchés ne sont pas une panacée : ils doivent s'appuyer sur un cadre réglementaire solide et des institutions saines. Ce n'est pas la conditionnalité qui permettra aux institutions de l'économie de marché de voir le jour, mais bien l'existence d'un consensus national et la maîtrise du processus par le pays lui-même.

**BULLETIN :** Pour ce qui est de l'intervention du FMI dans les pays à faible revenu, très tôt vous avez dit que cela ne faisait pas partie des missions principales du FMI. Mais après votre premier voyage en Afrique, vous semblez avoir changé d'avis.

**M. KÖHLER :** Il faut comprendre que le monde est un et que les pays sont de plus en plus interdépendants. La lutte contre la pauvreté dans le monde nous concerne donc tous, car personne ne peut échapper à ses conséquences, parmi lesquels la maladie, comme le VIH/sida, les conflits civils et le terrorisme international. À mon sens, aucun continent, aucun pays, aucun peuple, aucune culture ne doit se sentir isolée ou exclue de la communauté mondiale. C'est

pourquoi j'ai toujours milité en faveur d'une approche équilibrée du FMI, pour qu'il traite les problèmes de tous les pays membres, quel que soit leur stade de développement économique. Pour ce qui est de l'Afrique, pendant mon premier voyage, j'ai été frappé par la dignité des Africains, en particulier des femmes, et par leur détermination de ne pas se laisser écraser par la pauvreté et l'adversité, et par leur volonté d'améliorer le sort de leur famille. Je suis convaincu que le FMI, grâce à son approche ciblée, peut contribuer à la lutte contre la pauvreté. Bien sûr, nous ne sommes pas seuls dans cette entreprise, et il faut que nous collaborions étroitement avec les autres, en particulier la Banque mondiale.

**BULLETIN :** La crise en Argentine a sans doute été une des plus difficiles pour le FMI ces dernières années. On lui a reproché d'avoir trop soutenu des politiques économiques qui, avec le recul, se sont révélées intenable en 2001. De plus, certains considèrent que le programme économique soutenu actuellement par le FMI est très insuffisant compte tenu des problèmes de l'Argentine. Quel est votre sentiment aujourd'hui sur l'intervention du FMI en Argentine?

**M. KÖHLER :** Je crois qu'il est trop tôt pour porter un jugement définitif sur ce sujet. Une réflexion interne a été engagée et le rapport imminent du Bureau indépendant d'évaluation va aussi aider l'institution à tirer les leçons de cette expérience. Bien sûr, je regrette que le FMI n'ait pas été capable d'éviter la crise de 2001 et d'épargner au peuple argentin le traumatisme, les difficultés, le chômage et la pauvreté. Mais les causes premières de la crise étaient manifestement très profondes et dépassaient largement le domaine économique. La solution ne peut donc pas se résumer à un nouvel ajustement économique. Il faut élargir la réflexion, ne pas s'arrêter au taux de croissance et à la taille du déficit budgétaire. Le Président Kirchner a dit qu'il voulait que l'Argentine redevienne un pays «normal». Il faut lui rendre hommage d'avoir fait évoluer le pays dans cette direction : l'Argentine connaît une reprise économique remarquable, plus vigoureuse et plus durable que d'aucuns avaient prévu, et le gouvernement a établi un programme de réformes structurelles. Et il faut aussi mettre au crédit du FMI qu'il a soutenu l'Argentine pendant cette période difficile, en aidant le pays à retrouver le chemin de la stabilité et à rehausser le niveau de vie.

**BULLETIN :** Si vous êtes élu Président de l'Allemagne, quel contenu aimeriez-vous donner à cette fonction?

**M. KÖHLER :** Le rôle du Président de l'Allemagne est défini par la constitution; c'est essentiellement un rôle de représentation. Il n'a aucun pouvoir exécutif; cela est réservé au Chancelier et aux partis politiques. D'un autre côté, le Président n'est pas complètement dépourvu de pouvoir. Son pouvoir réside dans sa capacité de voir les choses dans leur globalité. Mais je veux aussi contribuer à la recherche de solutions concrètes aux grands problèmes de la société. Le Président peut et doit s'exprimer, et j'ai bien l'intention de le faire!

**BULLETIN :** Vous êtes un fervent défenseur du Consensus de Monterrey, qui appelle les pays en développement à adopter de bonnes politiques économiques et à améliorer la gouvernance, et les pays développés à ouvrir leurs marchés et à accroître leur aide. Pensez-vous vous servir de vos nouvelles fonctions pour faire avancer ces questions à la fois en Allemagne et dans le programme politique de l'Europe?

**M. KÖHLER :** Une étape très importante a été franchie à Monterrey, car c'est là que s'est exprimé un consensus mondial sur la stratégie de lutte contre la pauvreté. Je n'oublierai pas ce que j'ai dit en tant que Directeur général du FMI et je ne changerai pas d'avis en tant que Président de l'Allemagne, car il est aussi dans l'intérêt à long terme de l'Allemagne de défendre le Consensus de Monterrey. L'Allemagne est un pays ouvert axé sur les exportations, et seules la paix, la liberté et la stabilité politique dans le monde peuvent garantir sa prospérité — et, pour cela, il faut réduire la pauvreté. ■



Mande Sidibe, alors Premier Ministre du Mali, accueille M. Köhler à son arrivée à Bamako le 18 février 2001, pour des réunions auxquelles ont participé des chefs d'État d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

Communiqué du CMFI . . .

## Les pays doivent coopérer pour venir à bout des déséquilibres mondiaux

Voici le texte du Comité monétaire et financier international qui a tenu sa neuvième réunion à Washington le 24 avril, sous la présidence de Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni.

Le Comité se félicite que la reprise économique mondiale se soit renforcée depuis sa dernière réunion, en septembre 2003. La production industrielle et les échanges commerciaux ont nettement progressé, et l'amélioration des perspectives dans la plupart des régions laisse penser que l'accélération de la croissance mondiale va se poursuivre. Cependant, un certain nombre de risques subsistent, qui tiennent à l'existence de forts déséquilibres au niveau mondial, aux défis budgétaires à moyen terme dans de nombreux pays et aux implications du passage à terme à un environnement caractérisé par des taux d'intérêt plus élevés. La persistance d'incertitudes géopolitiques et l'évolution des marchés pétroliers demeurent aussi préoccupantes.

Le moment est venu de donner la priorité aux mesures macroéconomiques et structurelles de nature à favoriser une reprise robuste, équilibrée et durable. Des réformes structurelles sont indispensables pour accroître le potentiel de croissance. Il conviendrait de donner la priorité à l'assainissement des finances publiques à moyen terme, à la réforme des systèmes de retraite et de santé, à l'amélioration du fonctionnement des marchés du travail et des produits, et à la réduction des facteurs de vulnérabilité dans le secteur bancaire et celui des entreprises. Le Comité appelle tous les pays et toutes les régions à apporter leur contribution et à coopérer pour s'attaquer aux déséquilibres mondiaux.

L'économie des États-Unis se développe à un rythme très soutenu et la reprise économique se poursuit au Japon. Dans la zone euro, la reprise de l'activité est pour l'heure plus modérée. Dans les pays avancés, il convient que la politique monétaire continue de préserver la stabilité des prix et soutienne la reprise; dans de nombreux pays où la croissance s'accélère, il faudra que les taux d'intérêt remontent à terme pour retrouver des niveaux plus neutres; enfin, il importera que les autorités fassent clairement connaître leurs intentions. Le Comité encourage les pays à profiter du climat actuel pour consolider les fondements d'une croissance durable. Au nombre des actions à mener en priorité figurent : un assainissement des finances publiques à moyen terme aux États-Unis, l'accélération des réformes structurelles dans la zone euro et la poursuite des réformes dans le secteur bancaire et celui des entreprises au Japon. Un assainissement des finances publiques s'impose aussi dans la zone euro et au Japon.

Le Comité juge encourageants les bons résultats et la reprise vigoureuse observés dans de nombreux pays émergents et en développement, qui ont été facilités par l'amélioration des conditions économiques fondamentales et la reprise des flux de capitaux privés. Les pays de-

vraient continuer à profiter du climat financier favorable pour renforcer leurs perspectives de croissance et réduire les sources de vulnérabilité. Cela suppose l'adoption de mesures pour consolider davantage les positions budgétaires et améliorer la structure et la viabilité des dettes, l'application résolue de vastes réformes structurelles et, dans certains pays émergents, le passage à des régimes de change plus souples, le moment venu. Le Comité se félicite des progrès accomplis par l'Argentine sur le plan macroéconomique et il appelle les autorités à continuer d'appliquer avec détermination et intégralement les politiques et dispositions de leur programme de redressement économique, qui vise à consolider la croissance, notamment en négociant avec les créanciers, dans un esprit de collaboration, pour parvenir à un accord de restructuration viable de la dette.

Dans de nombreux pays à faible revenu, les résultats économiques continuent de s'améliorer. Cependant, la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) énoncés dans la Déclaration du Millénaire de l'ONU, reste incertaine, en particulier en Afrique subsaharienne, et tous les partenaires de cet effort mondial ont encore beaucoup à faire pour atteindre ces objectifs. Le Comité souligne qu'un renforcement des institutions nationales, des politiques économiques bien conçues, l'intégration commerciale et l'allègement des réglementations seront indispensables pour accélérer la croissance et la réduction de la pauvreté. Il se félicite des mesures prises récemment par le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) et par l'Union africaine en vue d'améliorer la gouvernance et d'éradiquer la corruption. Il appelle la communauté internationale à accroître son assistance de manière concertée, notamment par l'assistance technique, les conseils de politique économique, ainsi qu'une aide accrue et plus efficace, y compris sous forme de dons, d'allègements de dettes et d'une plus grande ouverture des marchés des pays industrialisés.

Le Comité a reçu le rapport de Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce. Il réaffirme que l'ouverture des marchés est indispensable pour permettre une croissance et une prospérité largement réparties au niveau mondial. Le Comité engage tous les pays à œuvrer avec détermination et dans un esprit constructif à l'obtention rapide de résultats dans le cadre du cycle de Doha, en centrant les discussions sur l'ouverture commerciale et l'accès équitable aux marchés, questions importantes pour tous les pays, ainsi que sur la réduction de toutes les subventions qui faussent les échanges commerciaux, notamment dans le



Gordon Brown (à gauche), Président du CMFI, et Alan Greenspan (à droite), Président de la Réserve fédérale des États-Unis.

secteur agricole. Il est du devoir de tous de contribuer à la réussite des négociations commerciales, qui revêtent de l'importance pour tous les pays et, en particulier, pour les pays en développement. Le Comité est favorable à ce que le FMI contribue à promouvoir la libéralisation commerciale et aide les pays membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour tirer le meilleur parti des nouvelles possibilités offertes par la plus grande ouverture aux échanges commerciaux. Il salue la décision du FMI de créer un mécanisme d'intégration commerciale, instrument temporaire devant permettre de répondre aux préoccupations suscitées par le cycle de négociations commerciales multilatérales en cours.

**Prévention des crises et surveillance du FMI**

L'exercice d'une surveillance efficace et équilibrée par le FMI demeure l'un des principaux éléments des efforts déployés par la communauté internationale pour améliorer la prévention des crises, promouvoir la stabilité financière et favoriser une croissance élevée et durable. Le Comité note avec une satisfaction particulière le recentrage de la surveillance sur les questions touchant au secteur financier et aux marchés de capitaux — y compris avec le programme d'évaluation du secteur financier, les rapports sur l'observation des normes et des codes, ainsi

que les évaluations des places financières offshore; sur l'évolution et les politiques économiques des pays qui ont une importance systémique ou régionale; sur l'identification rapide des sources potentielles de vulnérabilité et sur les fondements institutionnels de la croissance. Il se félicite aussi des travaux déjà en cours et des propositions de programmes expérimentaux sur la question du traitement des investissements publics dans les conseils et les accords du FMI en vue de protéger les investissements dans les infrastructures, sans compromettre la stabilité macroéconomique ni la viabilité de la dette.

Le Comité salue les efforts tendant à ce que la surveillance permette de porter un regard neuf sur les pays qui appliquent un programme du FMI, ainsi que les décisions prises pour la rendre plus transparente. Il demande que les efforts soient intensifiés afin de garantir l'objectivité de la surveillance (notamment par l'analyse de la viabilité de la dette) et demande au FMI d'explorer les moyens d'appuyer les efforts économiques des pays lorsque lui-même ne fournit pas d'aide financière. Le Comité attend avec intérêt le prochain examen biennal, qui permettra de procéder à une évaluation exhaustive et franche de la surveillance, ainsi que de proposer des moyens de la recentrer et d'en rehausser la qualité, le caractère persuasif, l'impact et l'efficacité globale.

Le Comité se félicite que la surveillance ait été recentrée sur les facteurs de vulnérabilité et les principaux domaines qu'il avait recensés lors de sa réunion à Dubaï, à savoir l'amélioration de la viabilité de la dette, la réduction des sources de vulnérabilité des bilans, l'avancement des réformes structurelles et les progrès accomplis

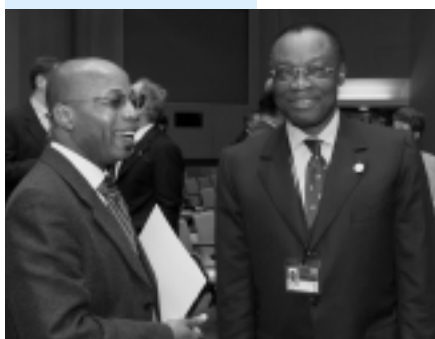
vers la viabilité des cadres budgétaires à moyen terme. Il convient que la réalisation de nouveaux progrès dans tous ces domaines ainsi que dans l'application des politiques de résorption des déséquilibres internationaux demeure l'une des grandes priorités de la surveillance au cours de l'année à venir. La surveillance devra aussi accorder toute l'attention voulue aux risques politiques, ainsi qu'à la vulnérabilité aux mouvements des taux de change et des taux d'intérêt.

Le Comité envisage avec intérêt la poursuite des travaux sur les moyens de réduire les facteurs de vulnérabilité et d'aider les pays membres appliquant une politique économique solide à faire face à l'évolution des marchés financiers internationaux. Il attend avec intérêt le résultat des discussions qui auront lieu prochainement sur les accords de précaution et la possibilité de les utiliser pour aider les pays membres à prévenir les crises de balance des paiements et à s'affranchir éventuellement de l'aide financière du FMI.

Le Comité se félicite du fait qu'un nombre croissant de pays incluent des clauses d'action collective (CAC) dans leurs contrats d'émission d'obligations souveraines internationales, ainsi que de la convergence vers une norme sur les marchés. Il invite le FMI à continuer d'encourager les progrès dans ce domaine. Il encourage aussi les débiteurs souverains et les créanciers privés à poursuivre leur collaboration sur l'élaboration d'un code de conduite facultatif, et il attend avec intérêt de pouvoir examiner la poursuite des travaux sur des questions présentant un intérêt général pour la résolution ordonnée des crises financières. Le Comité note l'examen en cours par le Conseil d'administration du dispositif d'accès exceptionnel aux ressources du FMI, ainsi que de l'application des procédures en la matière. Il demande au FMI de continuer d'examiner la mise en œuvre de sa politique de crédit aux pays en situation d'arriérés.

**Aide du FMI aux pays à faible revenu**

Le Comité réaffirme le rôle important que joue le FMI — en partenariat avec les banques multilatérales de développement et les bailleurs de fonds — en apportant son concours aux pays membres à faible revenu sous forme de conseils de politique économique, de financements et d'assistance technique pour les aider à atteindre durablement une croissance élevée et à réduire la pauvreté. Il se félicite des progrès qui ont été réalisés dans le sens d'une meilleure adaptation de l'assistance du FMI aux besoins financiers et opérationnels variés des pays à faible revenu. Il envisage avec intérêt la poursuite des travaux sur le renforcement du processus de surveillance pour les pays auxquels le FMI ne fournit pas d'aide financière, afin de renforcer le rôle indicateur de la surveillance et d'encourager l'internalisation des politiques. Il insiste sur l'importance d'améliorer la conception macroéconomique des programmes appuyés par la FRPC, en tenant compte notamment de leurs retombées sociales. Le Comité souligne l'importance qu'il attache au maintien d'une capacité de financement suffisante de la FRPC. Pour répondre aux besoins futurs, il demande que la réflexion se poursuive sur le finance-



Job Graça (à gauche), Vice-Ministre des finances de l'Angola, et Paul Toungui, Ministre des finances du Gabon, à la réunion du CMFI.

ment d'une FRPC autofinancée. Le Comité se félicite que certains pays aient fait savoir qu'ils étaient disposés à fournir des ressources additionnelles.

Le Comité réaffirme que le Consensus de Monterrey et la méthode des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) sont le cadre approprié de l'engagement du FMI dans les pays à faible revenu et de sa participation aux efforts déployés au niveau mondial pour atteindre les ODM. Il encourage un recentrage des DSRP et des programmes appuyés par la FRPC de manière à accentuer leurs liens avec les ODM et à accroître leur utilité opérationnelle du point de vue des choix de politique économique et de la coordination entre bailleurs de fonds. Le premier Rapport de suivi mondial sur la réalisation des ODM met en lumière les défis considérables qui doivent encore être surmontés. Le Comité se déclare préoccupé par le fait que, si les tendances actuelles perdurent, la plupart des ODM ne pourront pas être atteints sans une augmentation du niveau et de l'efficacité des ressources financières destinées à appuyer des politiques bien conçues. Il attend avec intérêt d'examiner lors de sa prochaine réunion les travaux en cours avec la Banque mondiale sur l'efficacité de l'aide, la capacité d'absorption, les mécanismes de mesure fondés sur les résultats, ainsi que divers possibilités d'action et mécanismes de financement, tels qu'une facilité de financement internationale et d'autres dispositifs. À cet égard, il prend note avec satisfaction des consultations avec les pays émergents et les pays en développement. Le Comité salue l'évaluation récente de la collaboration entre le FMI et la Banque mondiale, et soutient les projets visant à améliorer la coordination.

Le Comité se félicite des progrès qui ont été accomplis sur le plan des allègements de dettes dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée, cinq autres pays ayant atteint leur point d'achèvement depuis l'Assemblée annuelle. Il envisage avec intérêt la poursuite de ces progrès jusqu'à la pleine application de cette initiative, et il prend note des travaux en cours sur les différents moyens de traiter la question de la clause de caducité automatique. Le Comité engage instamment tous les créanciers qui ne l'ont pas encore fait à procéder à l'allègement de dette complet. Il salue l'élaboration par le FMI et la Banque mondiale d'un cadre d'évaluation de la viabilité de la dette des pays à faible revenu et il envisage avec intérêt la poursuite de ce travail afin de rendre ce cadre opérationnel.

### Autres questions

Le Comité souligne l'importance que revêt l'assistance technique du FMI pour les pays membres qui s'efforcent de se doter de capacités institutionnelles ainsi que de mettre en place de bonnes politiques économiques et des systèmes financiers solides, qui créeront des conditions propices à une croissance durable et à une réduction continue de la pauvreté.

Le Comité souligne l'importance pour la communauté internationale de continuer à lutter avec détermination contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il salue les progrès considérables qui ont été accomplis à cet égard dans le cadre du pro-

gramme pilote d'évaluation de douze mois qui a été mis en place par le FMI et la Banque mondiale. Le Comité approuve la décision récente du Conseil d'administration de faire en sorte que le FMI participe pleinement et de façon régulière aux évaluations des dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il encourage l'ensemble des organisations et organismes internationaux à collaborer étroitement pour effectuer les évaluations et fournir l'assistance technique indispensable. Le Comité engage tous les pays membres à adopter et à appliquer les 40+8 recommandations révisées du GAFI en tant que normes internationales reconnues.

Pour que le FMI soit efficace et plus crédible en tant qu'institution coopérative, il faut aussi que tous les membres y disposent d'une voix et d'une représentation appropriées. Des efforts doivent continuer d'être faits pour accroître la capacité des pays en développement et des pays en transition de participer de façon plus efficace au processus de prise de décision du FMI. Le Comité invite le Conseil d'administration à poursuivre ses travaux sur les quotes-parts, la voix et la représentation des pays membres du FMI, et prendra connaissance avec intérêt du rapport sur les progrès accomplis dans ce domaine lors de sa prochaine réunion. Le Comité recommande que le processus de ratification du quatrième amendement soit mené à son terme.

La liquidité du FMI est adéquate pour satisfaire les besoins prévus à court terme de ses pays membres, même s'il est important de continuer de la surveiller.

Le Comité salue la qualité remarquable du travail effectué par le Bureau indépendant d'évaluation, et il attend avec intérêt ses rapports sur les DSRP et la FRPC, l'assistance technique et le rôle du FMI en Argentine de 1991 à 2002.

Le Comité rend hommage à M. Horst Köhler pour la manière dont il a dirigé le Fonds monétaire international au cours des quatre dernières années. Face à une situation économique mondiale difficile et à des défis sans précédent pour la communauté internationale, M. Köhler a cherché sans relâche à promouvoir une coopération internationale étroite de manière à ce que la mondialisation profite à tous. Il a renforcé le rôle du FMI dans la stabilisation du système financier international, a aidé le FMI à mener l'effort d'aide de la communauté internationale en faveur des pays à faible revenu et a encouragé une culture de l'écoute et de l'apprentissage au sein du FMI qui changera la manière dont l'institution communique avec ses pays membres et la société civile.

Le Comité salue aussi la contribution de M. Jacques J. Polak pendant 57 années de service au FMI.

La prochaine réunion du CMFI aura lieu à Washington, le 2 octobre 2004. ■



De gauche à droite : Nicolas Sarkozy, Ministre français des finances, Ralph Goodale, Ministre canadien des finances, et John Snow, Secrétaire au Trésor des États-Unis, pendant les réunions de Washington.

Conférence de presse du Comité monétaire et financier international . . .

## Lutte contre le financement du terrorisme : il ne peut y avoir de maillon faible

On trouvera ci-après des extraits de la conférence de presse que le CMFI a tenue à Washington le 24 avril et à laquelle ont participé Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni et Président du CMFI, et Anne Krueger, Directrice générale par intérim du FMI. La transcription complète de la conférence est affichée sur le site Internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).



M. Brown : «Maintenant que l'économie mondiale prend de la vigueur, le moment est propice à un examen des résultats obtenus par différents mécanismes et politiques budgétaires.»

**QUESTION :** Pourriez-vous nous donner des détails sur la facilité de financement international proposée par le Royaume-Uni?

**M. BROWN :** Il s'agit de concentrer l'aide en début de période sur la base des engagements des bailleurs de fonds existants, qui serviraient à emprunter des fonds supplémentaires sur les marchés de capitaux internationaux. Les canaux par lesquels est actuellement distribuée l'aide bilatérale et multilatérale resteraient en place. Nous pensons qu'il est possible de porter le montant annuel de l'aide de 50 milliards de dollars — chiffre relativement constant en termes réels depuis un certain temps — à 100 milliards.

C'est la somme que la Commission Zedillo, la Banque mondiale et plusieurs autres organismes jugent nécessaire pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).

À Monterrey, il a été convenu qu'un pays en développement qui entreprend les réformes nécessaires pour, par exemple, s'ouvrir au commerce et à l'investissement et pour remédier à la corruption devrait recevoir des ressources pour investir dans l'éducation, la santé et la lutte contre la pauvreté, ce qui lui permettrait d'atteindre les ODM. Et tel est l'esprit de cette nouvelle facilité. Nous en avons discuté pendant notre réunion, et plusieurs pays s'y sont déclarés favorables, mais nous attendons le rapport de la Banque mondiale et du FMI avant d'aller plus loin.

**QUESTION :** Dans votre déclaration au CMFI, vous avez parlé d'une nouvelle approche internationale des règles budgétaires, mais il n'en est pas fait mention dans le communiqué.

**M. BROWN :** Ce que j'ai dit ce matin en tant que Ministre des finances du Royaume-Uni, c'est que, maintenant que l'économie mondiale prend de la vigueur, le moment est propice à un examen des résultats obtenus par différents mécanismes et politiques budgétaires, à la fois pendant la phase de croissance

du cycle actuel et le récent ralentissement mondial. J'ai dit que l'on pourrait comparer les mécanismes de discipline budgétaire existants — à savoir le Pacte de stabilité et de croissance, la règle de l'équilibre budgétaire et la règle d'or (qui est celle que suit le Royaume-Uni) — pour voir ceux qui ont été les plus utiles pendant le ralentissement mondial. Comme vous le savez peut-être, le FMI analyse actuellement la politique budgétaire et prépare un rapport qui sera examiné lors de l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI en octobre.

**QUESTION :** L'idée que le FMI est l'institution indiquée pour se charger de la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux est-elle partagée par tous les membres du CMFI?

**M. BROWN :** Il ressort clairement du communiqué que tous les membres du CMFI sont favorables à ce que la surveillance du FMI porte sur les questions touchant au financement du terrorisme. C'est normal pour une organisation dont la surveillance est l'une des premières missions. C'est le maillon le plus faible de la lutte contre le financement du terrorisme qui détermine la véritable force de la communauté internationale. C'est pourquoi il importe que chaque pays qui a promis au lendemain du 11 septembre de lutter par la voie législative contre le financement du terrorisme le fasse effectivement, pas seulement en adoptant des lois, mais aussi en les appliquant réellement. Il importe que le FMI participe à l'évaluation de l'efficacité de ces mesures et aussi qu'il aide à renforcer les capacités des pays qui, sans cela, ne pourraient pas remonter jusqu'à la source du financement du terrorisme. En tant qu'institution internationale, nous ne pouvons pas rester sur la touche sans tenir les promesses que nous avons faites. En même temps, il est important que les résultats de ce travail soient publiés pour que le public soit tenu au courant. Notre tâche est de faire en sorte que la communauté internationale soit plus sûre en éliminant l'une des causes premières du terrorisme.

**QUESTION :** Aucun communiqué international ne serait complet sans une référence à la nécessité de faire avancer le cycle de Doha. Selon vous, que faut-il faire pour remettre les négociations commerciales sur les rails?

**M<sup>ME</sup> KRUEGER :** Certains pays membres craignent d'être lésés si le cycle de Doha est mené à son terme. Par exemple, certains ont peur de perdre leur accès préférentiel aux marchés des pays industrialisés;



d'autres craignent d'être pénalisés par la baisse des prix des produits primaires qui pourrait résulter du cycle de Doha. Le FMI a réalisé une étude, qui a été transmise à l'OMC, dans laquelle il donne une estimation des dommages potentiels à court terme. À long terme, presque tous les pays bénéficieront de la libéralisation commerciale. Nous avons aussi mis au point un mécanisme d'intégration commerciale qui a été approuvé par le Conseil d'administration au début du mois. Ce mécanisme permettra au FMI d'apporter très rapidement un soutien financier à un pays qui subirait un manque-à-gagner à l'exportation ou une augmentation du prix de ses importations en raison de la libéralisation du commerce multilatéral.

**QUESTION :** Le communiqué du G-7 dit que l'Argentine a accompli des progrès mais que l'effort doit se poursuivre. Y aura-t-il une augmentation de l'excédent budgétaire et le gouvernement va-t-il améliorer l'offre qu'il a faite aux créanciers lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Dubaï?

**M<sup>ME</sup> KRUEGER :** La question de l'excédent primaire doit être réglée par le gouvernement argentin et ses créanciers. Dans sa lettre d'intention de septembre dernier, le gouvernement s'est fixé un niveau cible pour 2004, étant entendu que ce niveau devait conti-

nuer à augmenter par la suite. Le gouvernement estime qu'il y a plusieurs éléments à prendre en compte pour déterminer le montant qu'il peut affecter au service de la dette et que l'excédent primaire n'est qu'un de ces éléments. Je le répète, c'est un point que l'Argentine doit négocier avec ses créanciers. Pour ce qui concerne le FMI, quand un pays est en situation d'arriérés, nous voulons pouvoir le soutenir. Pour ne pas compromettre les autres négociations, notre politique est de prêter aux pays qui sont en situation d'arriérés s'ils mènent des négociations de bonne foi. C'est tout ce qui nous intéresse.

**QUESTION :** Qu'est-ce que le FMI peut offrir à l'Iraq après le transfert de souveraineté le 30 juin? Peut-il accroître son aide ou intervenir d'une autre manière?

**M<sup>ME</sup> KRUEGER :** Le FMI aide déjà les Iraquiens à régler la question de leurs obligations au titre de la dette extérieure ainsi qu'à définir un cadre monétaire et d'autres politiques économiques. Nous pourrions continuer à fournir une assistance technique de cet ordre après le transfert de souveraineté. En outre, une fois que l'Iraq se sera doté des institutions et des mécanismes appropriés pour mettre en œuvre ses politiques, le FMI pourrait lui offrir une aide postconflit ainsi que d'autres types de concours financier. ■



M<sup>ME</sup> Krueger :  
«À long terme, presque tous les pays bénéficieront de la libéralisation commerciale.»

## Publications récentes

### IMF Working Papers (Documents de travail, 15 \$)

- 04/47: "When is Growth Pro-Poor? Cross-Country Evidence," Aart Kraay
- 04/48: "Nonresident Deposits in India: In Search of Return?" James P. Gordon and Poonam Gupta
- 04/49: "Aid and the Dutch Disease in Low-Income Countries: Informed Diagnoses for Prudent Prognoses," Mwanza Nkusu
- 04/50: "The Role of Stock Markets in Current Account Dynamics: A Time Series Approach," Benoit Mercereau
- 04/51: "Missing Link: Volatility and the Debt Intolerance Paradox," Luis A. Catao and Sandeep Kapur
- 04/52: "Assessing Early Warning Systems: How Have They Worked in Practice?" Andrew Berg, Eduardo R. Borensztein, and Catherine A. Pattillo
- 04/53: "Sovereign Debt Defaults and Financing Needs," Mark Kruger and Miguel Messmacher
- 04/54: "Boom-Bust Phases in Asset Prices and Fiscal Policy Behavior," Albert Jaeger and Ludger Schuknecht

- 04/55: "Banking in Sub-Saharan Africa: What Went Wrong?" Roland E. Daumont, Françoise Le Gall, and François Leroux
- 04/56: "Growth in the Middle East and North Africa," Dalia S. Hakura
- 04/57: "Measuring a Roller Coaster: Evidence on the Finnish Output Gap," Andreas Billmeier
- 04/58: "Does SDDS Subscription Reduce Borrowing Costs for Emerging Market Economies?" John Cady
- 05/59: "How Has NAFTA Affected the Mexican Economy? Review and Evidence," Ayhan Kose, Guy M. Meredith, and Christopher M. Towe
- 04/60: "Economic Integration, Sectoral Diversification, and Exchange Rate Policy in a Developing Economy," Gabriel Srouf

### IMF Country Reports (Rapports sur les pays membres, 15 \$) (Nom du pays seul : rapport sur consultations article IV)

- 04/28: Gabon
- 04/29: Gabon: Statistical Annex
- 04/30: Honduras: PRSP Progress Report
- 04/31: Algeria: Selected Issues and Statistical Appendix

Ces publications peuvent être obtenues à l'adresse suivante : IMF Publication Services, Box X2004, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org.

On trouvera sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org) des informations en anglais concernant le FMI. Le site [www.imf.org/external/ire/index.htm](http://www.imf.org/external/ire/index.htm) propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.

Communiqué du Comité du développement . . .

## Une action concertée s'impose pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire

Voici le texte du communiqué du Comité du développement diffusé à l'issue de la réunion du 25 avril à Washington.

Les stratégies et les décisions adoptées à Doha, Monterrey et Johannesburg définissent un cadre pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire et convenus à l'échelle internationale; ce

cadre suppose, d'une part, que les pays poursuivent des politiques rationnelles et ont une bonne gouvernance et, d'autre part, qu'ils bénéficient d'un appui renforcé et mieux coordonné de la communauté internationale. Nous nous sommes réunis aujourd'hui pour évaluer les progrès accomplis, tels qu'ils ressortent du premier Rapport de suivi mondial (*Global Monitoring Report*). Nous nous félicitons de la publication de ce rapport qui fournit une base solide à notre examen annuel. Les rapports qui prendront le relais dans les années à venir devront mettre l'accent sur le programme d'actions vérifiables

mené dans les domaines prioritaires identifiés, de manière à renforcer les responsabilités respectives de tous les partenaires de développement et à resserrer leur coopération.

Certes, des progrès ont été accomplis dans de nombreux domaines; des réformes notables ont été entreprises par certains pays en développement et la pauvreté monétaire a nettement reculé. Toutefois, nous constatons avec inquiétude que, si les tendances actuelles se poursuivent, la majorité des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, ne pourront pas atteindre la plupart des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). Toutes les parties en présence, c'est-à-dire les pays en développement, les pays développés et les institutions internationales, doivent sans plus attendre mieux concerter leurs actions pour accélérer le rythme des progrès en direction de ces objectifs.

Il faut accélérer l'instauration d'une croissance durable et qui profite à tous dans un grand nombre de pays en développement; pour ce faire, il faut, notamment, créer un climat plus porteur pour les activités du secteur privé; approfondir les réformes, renforcer les capacités des institutions publiques et recentrer leurs priorités sur l'obtention de résultats, améliorer la qualité de la gouvernance; réaliser sur une plus grande échelle des investissements efficaces dans l'infrastructure; assurer un accès aux soins de santé et à l'éducation ainsi qu'à d'autres services sociaux de base; et lutter contre l'épidémie de VIH/sida.

Les priorités particulières doivent être déterminées au niveau national dans le contexte de stratégies de développement définies et suivies par les pays eux-mêmes, telles qu'elles ressortent des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) dans le cas des pays à faible revenu et des cadres stratégiques nationaux respectifs des pays à revenu intermédiaire. Nous attendons avec intérêt de pouvoir examiner, lors d'une prochaine réunion, les progrès accomplis par la Banque dans le but de renforcer son appui

au développement des pays à revenu intermédiaire. Étant donné l'importance cruciale que revêt une croissance économique plus rapide et plus équitable pour l'accélération des progrès en direction des ODM, nous nous félicitons des efforts que la Banque déploie en vue d'instaurer un climat de l'investissement plus porteur dans les pays en développement; nous examinerons la question de l'amélioration du contexte des activités du secteur privé lors de notre prochaine réunion. Comme nous l'avons déjà noté, des investissements dans l'infrastructure poursuivis dans le contexte de politiques judicieuses contribuent de manière cruciale à la croissance économique et à la réalisation des ODM. La mise en œuvre du programme d'action de la Banque pour l'infrastructure a été examinée par les administrateurs et nous attendons avec intérêt de voir les progrès accomplis lors de notre prochaine réunion.

Les pays développés doivent tenir les engagements qu'ils ont pris en vue d'accélérer le rythme des progrès. Ces derniers passent pas la poursuite d'une croissance stable, équilibrée et soutenue de l'économie mondiale. Il est essentiel que le Programme de Doha pour le développement puisse déboucher rapidement sur des réalisations positives et propices au développement pour promouvoir la croissance de l'économie mondiale et améliorer les perspectives économiques des pays en développement. Nous soulignons notre détermination à poursuivre un effort constructif et résolu pour faire progresser le système de commerce multilatéral. Nous réaffirmons qu'il est essentiel que les pays développés fassent plus pour libéraliser leurs marchés et éliminer les subventions qui ont des effets de distorsion sur les échanges, notamment dans les domaines de l'agriculture, des textiles et des vêtements qui revêtent une importance particulière pour les pays en développement. Cela étant, nous insistons aussi sur l'importance des mesures que doivent prendre les pays en développement pour libéraliser et faciliter leurs échanges. Nous nous félicitons de la poursuite des efforts de la Banque pour promouvoir la libéralisation et la facilitation des échanges ainsi que le Cadre intégré, et de l'adoption récente par le FMI du mécanisme d'intégration commerciale qui fournira un appui et des assurances supplémentaires aux pays en développement durant leur processus d'intégration au système de commerce mondial. Nous prions aussi instamment la Banque de poursuivre ses efforts pour adapter ses activités de financement de manière à appuyer le renforcement des capacités et des initiatives commerciales ayant l'adhésion des pays. Nous notons l'importance croissante de la migration et, partant, des envois de fonds des travailleurs et demandons que les travaux se poursuivent en ce domaine pour qu'il soit possible de mieux comprendre les facteurs déterminants et d'instaurer un cadre propice au renforcement de leur impact au plan du développement.

Il est aussi nécessaire d'accroître le volume de l'aide. Celle-ci doit être prévisible, de longue durée, accordée en temps opportun et plus efficace. Nous exhortons les pays développés qui ne l'ont pas encore fait à prendre des mesures concrètes pour atteindre l'objectif fixé pour l'APD, à savoir 0,7 % du PNB. En parvenant rapidement à une large convergence de vues sur le montant de la quatorzième reconstitu-



Ngozi Okonjo-Iweala (Ministre des finances du Nigéria et Présidente du Comité) et James Wolfensohn (Président de la Banque mondiale) pendant la conférence de presse.

tion des ressources de l'IDA (IDA 14), nous ne laisserons planer aucun doute sur notre détermination à mobiliser les ressources nécessaires pour appuyer une action résolue et axée sur les résultats des partenaires dans les pays les plus pauvres.

Nous avons pris note du rapport d'étape sur les modalités de financement et attendons avec grand intérêt la présentation, lors de notre prochaine réunion, d'un rapport sur l'efficacité de l'aide, la capacité d'absorption des pays en ce domaine, les mécanismes d'évaluation basés sur les résultats, la présentation de diverses options quant à l'action à mener et l'élaboration de mécanismes de financement en vue de la mobilisation de ressources supplémentaires (notamment les résultats de l'examen d'un mécanisme international de financement, d'un système de fiscalité mondiale et d'autres propositions). Il ne sera possible d'accroître durablement le niveau de l'aide que si celle-ci a manifestement des résultats positifs. Pour cela, il faudra redoubler d'efforts afin de concrétiser la déclaration du forum de haut niveau sur l'harmonisation qui s'est tenu à Rome et les principes fondamentaux de Marrakech, et notamment renforcer les capacités des pays à assurer une gestion axée sur les résultats. Nous déclarons notre appui aux travaux entrepris par le CAD de l'OCDE en collaboration avec les partenaires de développement, pour tenter de combler le fossé qui sépare toujours les politiques convenues au plan international et les procédures opérationnelles détaillées qui s'y rapportent, d'une part, et la réalité sur le terrain, d'autre part.

Nous rappelons également que les IFI sont comptables de leur contribution à la mise en œuvre du Consensus de Monterrey. Les principaux domaines sur lesquels devront porter leur action sont l'harmonisation, l'orientation de la gestion sur les résultats et l'adaptation de leur action en fonction des besoins de leurs clients. Nous prions instamment ces institutions de redoubler leurs efforts pour identifier les besoins des pays qui sont leurs clients et de satisfaire à leurs besoins. Compte tenu des contraintes budgétaires que connaissent ces pays, nous encourageons la Banque à envisager d'adopter des instruments novateurs, à améliorer son efficacité interne et à simplifier l'application des politiques de financement pour réduire le coût des opérations tout en respectant les normes fiduciaires et les principes de sauvegarde.

En avril 2002, nous avons adopté le plan conçu pour assurer la scolarisation primaire de tous les enfants d'ici 2015 et l'égalité des sexes dans les cycles de l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005. L'initiative pour la mise en œuvre accélérée (FTI) du programme Éducation pour tous (EPT) a été conçue pour remédier aux insuffisances des données, des politiques, des capacités et des ressources qui font obstacle à la réalisation de l'EPT. Le déroulement de l'initiative FTI fait ressortir les possibilités offertes ainsi que les problèmes posés, de manière générale, par un changement d'échelle du programme des ODM et, plus particulièrement, la nécessité de financements crédibles, efficaces et prévisibles à l'appui de politiques et de programmes adéquats. L'expérience acquise à ce jour dans le cadre de l'initiative FTI montre que, pour être efficace, celle-ci doit être fondée sur les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Nous exhortons tous les pays, développés et en développement, à prendre les mesures supplémentaires nécessaires pour assurer le succès de cette initiative et prions les administrateurs de la Banque de poursuivre leur suivi des progrès accomplis.

Nous avons aussi examiné le déroulement de l'initiative PTTE et rappelons, à cet égard, à quel point il est impor-

tant que les créanciers participent pleinement à cette initiative afin d'en assurer le succès. Treize pays ont atteint le point d'achèvement et 14 autres se trouvent dans la phase comprise entre le point décision et le point d'achèvement. Toutefois, 11 pays, dont plusieurs sont touchés par un conflit et dont certains ont des arriérés persistants, n'ont pas encore atteint le point décision, voire même n'ont pas commencé à établir des antécédents positifs dans le cadre d'un programme appuyé par le FMI. Nous demandons instamment à la Banque et au FMI d'aider ces pays à obtenir un accès rapide à un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PTTE dès que les problèmes qui restent à régler l'auront été. Nous demandons également que soient examinées attentivement les options qui pourraient être retenues en ce qui concerne la clause de caducité automatique de l'initiative PPTTE qui doit entrer en vigueur à la fin de 2004.

Nous appuyons largement les principes sur lesquels repose le cadre proposé pour l'examen du niveau d'endettement tolérable des pays à faible revenu, mais notons que les modalités et les implications opérationnelles de ce cadre restent à préciser. Nous soulignons à quel point il est important que les emprunteurs, les créanciers et les bailleurs de fonds suivent une démarche cohérente et coordonnée pour garantir aux pays à faible revenu la fourniture de ressources à des conditions appropriées, notamment au plan de la concessionnalité et de l'ampleur de la composante don. Cet effort doit être basé sur la mise en œuvre intégrale de l'initiative PTTE. Nous nous félicitons également des travaux consacrés par le FMI et par la Banque aux mesures et instruments qui permettraient d'aider les pays à faible revenu à faire face aux chocs exogènes et prions instamment les deux institutions de poursuivre ces travaux le plus rapidement possible et en étroite collaboration pour pouvoir les soumettre au plus tôt aux administrateurs.

Les efforts déployés pour permettre aux pays en développement et aux pays en transition de se faire mieux entendre et de participer réellement aux travaux et au processus de prise de décision des institutions de Bretton Woods continuent de se heurter à d'importants problèmes. Nous nous félicitons des progrès accomplis depuis notre dernière réunion, en particulier au plan du renforcement des capacités, grâce notamment à la mise en place d'un fonds fiduciaire pour les travaux d'analyse sur lesquels pourront s'appuyer les administrateurs représentant les pays africains, et à un programme de détachement auprès de la Banque. Nous attendons avec intérêt les rapports que les administrateurs présenteront sur les différents aspects de cette question et que nous examinerons plus en détail lors des Assemblées annuelles de 2004.

La prochaine réunion du Comité du développement aura lieu à Washington le 3 octobre 2004. ■



Heidemarie Wiecezorek-Zeul (à droite), Ministre allemande de la coopération économique et du développement, s'entretient avec (de gauche à droite) ZHU Guangyao (Administrateur de la Banque mondiale pour la Chine), LI Yong (Vice-Ministre chinois des finances) et ZHAO Xiaoyu (Directeur général, Département international, Ministère des finances), lors de la réunion du Comité du développement.

**Photographies :** Denio Zara, Padraic Hughes, Eugene Salazar et Michael Spilotro (FMI).

## Le cycle de Doha, clé d'une croissance plus forte

Voici le texte du communiqué du Groupe des Sept diffusé à l'issue de la réunion du 24 avril à Washington.

La reprise de l'économie mondiale a continué de se renforcer et de s'étendre depuis février. Les perspectives sont encourageantes et, même s'il subsiste des risques, liés notamment aux prix de l'énergie, dans l'ensemble, ils pèsent moins sur les perspectives économiques. De nouvelles réformes favorables à la croissance sont indispensables pour assurer une croissance plus vigoureuse et mieux équilibrée de l'économie mondiale, stimuler l'emploi et accroître les revenus. Dans le cadre de notre Programme de croissance, nous avons discuté de nos priorités de réforme dans le domaine de la fiscalité et du marché du travail. Nous avons affirmé une nouvelle fois notre attachement à une gestion saine des finances publiques et à une mise en œuvre suivie de stratégies axées sur un assainissement continu des finances publiques à moyen terme à mesure que les économies se redressent. Pour que les déséquilibres mondiaux actuels puissent être résorbés, il faut absolument que des progrès soient réalisés sur le plan budgétaire et dans l'application du Programme de croissance. Pour assurer une croissance plus vigoureuse et plus largement répartie de l'économie mondiale, et pour lutter contre la pauvreté dans le monde, il est impératif que le cycle de Doha produise sans tarder des résultats et soit promptement mené à son terme; il faudra pour cela que toutes les parties œuvrent ensemble au règlement des questions en suspens.

Nous affirmons une nouvelle fois que les taux de change devraient refléter les données économiques fondamentales. La volatilité excessive et les mouvements désordonnés des taux de change nuisent à la croissance économique. Nous continuons de surveiller de près les marchés des changes et, le cas échéant, de collaborer. À cet égard, nous soulignons qu'une plus grande souplesse des régimes de change est souhaitable dans les pays ou zones économiques importants où cette souplesse fait défaut, afin de faciliter des ajustements harmonieux et sur une grande échelle du système financier international par le jeu des mécanismes du marché.

Les données économiques fondamentales de nombreux pays émergents se sont améliorées. Il est toutefois essentiel d'appliquer avec constance des politiques saines pour permettre une croissance durable et réduire la vulnérabilité aux chocs externes. Dans le cas de l'Argentine, des progrès ont été accomplis, mais l'effort doit se poursuivre.

Dans les pays en développement, le secteur privé revêt une importance déterminante pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Les petites entreprises ont un rôle essentiel à jouer, mais elles se heurtent souvent à un environnement défavorable. Nous engageons les banques multilatérales de développement à accélérer l'élaboration de programmes d'action conjoints avec les gouvernements pour améliorer le climat d'investissement et soutenir davantage les petites entreprises en fonction d'objectifs spécifiques mesurables. Nous avons rencontré des entrepreneurs de pays en développement, et nous les avons une nouvelle fois assurés de notre soutien. Nous demandons instamment que les plans d'assistance des banques multilatérales de développement tiennent systématiquement compte des points de vue du secteur privé. Nous poursuivrons nos travaux sur les initiatives visant à réduire les obstacles qui alourdissent le coût des envois de fonds et à intégrer les services d'envoi de fonds dans le secteur financier formel. Nous sommes déterminés à collaborer avec les gouvernements, le secteur privé et les banques multila-

térales de développement pour étendre l'accès des ménages et des entrepreneurs aux services financiers.

L'aide publique au développement, y compris l'utilisation plus efficace des dons, restera déterminante. Nous exprimons une nouvelle fois notre ferme volonté de lutter contre la pauvreté à l'échelle mondiale et d'aider les pays à réaliser les objectifs de développement international énoncés dans la Déclaration du millénaire en poursuivant nos travaux sur la viabilité de la dette, l'efficacité de l'aide, la capacité d'absorption et les mécanismes de financement.

En prévision du Sommet de Sea Island [en Géorgie, aux États-Unis, du 8 au 10 juin] et pour marquer le 60<sup>e</sup> anniversaire de la création des institutions de Bretton Woods, nous avons poursuivi notre examen stratégique de ces dernières. Nous voulons clarifier les politiques et les objectifs des institutions officielles, accroître la responsabilisation et favoriser une plus grande maîtrise par les pays eux-mêmes. Nous sommes déterminés à améliorer l'exécution et les résultats de leurs programmes et de leurs politiques.

Cette fois encore, nous avons rencontré des ministres de pays ayant une importance déterminante pour renforcer la lutte contre le financement du terrorisme. Nous demandons à tous les pays de respecter leur engagement de durcir leur politique de gel des actifs, d'empêcher l'utilisation abusive des organismes à but non lucratif, et de mettre fin aux transferts de fonds servant à financer les activités terroristes. Nous nous félicitons vivement de l'engagement du FMI et de la Banque mondiale de procéder à des évaluations exhaustives dans ce domaine. Nous avons exprimé une nouvelle fois notre détermination d'améliorer davantage les normes de transparence et de surveillance des marchés financiers, et plus particulièrement des places financières extraterritoriales qui ne se plient pas aux règles.

Pour nous tous, la croissance économique et la création d'emplois dans le Grand Moyen-Orient sont des objectifs prioritaires. Nous rencontrerons des ministres de cette région ce soir pour discuter de leurs efforts de réforme et de l'intégration économique régionale, notamment au moyen de réformes financières et de l'expansion du secteur privé. Nous sommes prêts à soutenir les efforts de développement de l'Iraq, de l'Afghanistan, de la Cisjordanie et de Gaza. Nous avons fait le point de l'application du Plan d'action pour l'Afghanistan, en tenant compte notamment des résultats positifs de la Conférence de Berlin. Nous invitons d'autres pays à se joindre à nous pour réduire la dette de l'Iraq et de l'Afghanistan. ■

### Principaux taux du FMI

Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
19 avril	1,60	1,60	2,11
26 avril	1,62	1,62	2,14
3 mai	1,62	1,62	2,14

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des pays dont les monnaies — euro, yen, livre sterling et dollar EU — composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges.

Source : Département financier du FMI.

Communiqué du Groupe des Vingt-Quatre . . .

## La voix des pays en développement au FMI et à la Banque mondiale : une question de légitimité

Voici le texte du communiqué du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement, publié à Washington le 23 avril.

Les ministres se félicitent de l'amélioration des perspectives de croissance mondiales, mais notent que des risques non négligeables pèsent sur la reprise, par exemple les déséquilibres considérables des paiements, le passage imminent à des niveaux de taux d'intérêt plus élevés et les sources persistantes de préoccupations géopolitiques. Ils notent que, si l'activité économique s'est affermie dans de nombreuses régions, les avancées sont inégales, l'Afrique subsaharienne en particulier connaissant une croissance bien inférieure à ce qui serait nécessaire pour parvenir à réduire durablement la pauvreté et atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).

Les ministres considèrent que, si la politique d'expansion budgétaire menée aux États-Unis, conjuguée à une politique de stimulation monétaire, a aidé à désamorcer les tendances déflationnistes et à soutenir la reprise mondiale, il faudra des mesures plus résolues et plus crédibles que celles qui sont envisagées actuellement pour donner une ferme assise aux finances publiques et corriger le déficit considérable du compte courant. Cela aiderait à circonscrire les risques de fluctuations désordonnées des taux de change et de forte hausse des taux d'intérêt, qui compromettent la reprise mondiale. Les ministres sont d'avis qu'une croissance plus rapide au sein de l'Union européenne est essentielle pour la poursuite de la reprise mondiale, et il leur semble qu'il est nécessaire de donner à la politique monétaire un tour plus accommodant et d'approfondir les réformes structurelles. Ils saluent l'amorce de redressement de l'économie au Japon et invitent instamment les autorités à remédier aux déséquilibres qui subsistent dans le secteur financier et celui des entreprises pour stimuler les sources de croissance internes. Les ministres prennent note que les pays émergents d'Asie contribuent vigoureusement à la reprise mondiale et encouragent ces pays à jouer un plus grand rôle dans la coordination de la politique économique internationale.

Les ministres considèrent que, pour corriger efficacement les déséquilibres mondiaux, la coopération multilatérale est indispensable, et ils appellent le FMI à jouer un rôle plus volontariste dans la surveillance des grandes puissances économiques et à mettre en place des mécanismes qui assurent l'efficacité de cette surveillance.

Les ministres considèrent qu'afin d'étayer la croissance et la compétitivité des pays émergents et en développement, les orientations et avis que donne le FMI doivent ménager la possibilité d'un accroissement des investissements dans les infrastructures. En particulier, le FMI devrait veiller à ce que les concours des banques multilatérales de développement aux fins d'investissements dans les infrastructures, ainsi que l'investissement des entreprises publiques gérées selon les principes du marché, soient pris en compte dans l'évaluation de la politique budgétaire des pays en développement. Les ministres prennent note avec intérêt du plan d'action de la Banque mondiale

pour les infrastructures qui vise à renforcer l'appui aux pays en développement en leur accordant davantage de prêts aux fins de l'investissement dans les infrastructures.

Les ministres sont inquiets de l'aggravation de la situation sécuritaire et économique en Iraq et invitent instamment les Nations Unies à s'employer activement à résoudre les problèmes politiques, économiques et sociaux du pays. Ils expriment aussi leur profonde préoccupation devant la détérioration de la situation dans les territoires palestiniens occupés, la construction d'un mur en Cisjordanie et les retombées sociales et économiques dommageables qui en résultent pour le peuple palestinien. Les ministres appellent le FMI et la Banque mondiale à intensifier l'aide louable qu'ils apportent au peuple palestinien. Ils saluent l'engagement pris par les bailleurs de fonds d'apporter à l'Afghanistan l'aide requise pour la reconstruction du pays.

### Commerce international

Les ministres soulignent l'importance du commerce comme force motrice qui favorise la croissance équilibrée de l'économie internationale, la réduction des facteurs de vulnérabilité extérieure des pays en développement et la réalisation des ODM. Ils appellent à reprendre sans tarder et avec détermination les négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha, qui devraient entraîner une amélioration des débouchés pour les exportations des pays en développement, la suppression de la progressivité des droits de douane, l'élimination graduelle des subventions agricoles et le démantèlement des quotas et des droits de douane dans des domaines tels que les textiles, les vêtements et les produits agricoles. Les ministres considèrent que les progrès du cycle de Doha ne doivent pas être entravés par le manque d'avancées sur les questions de Singapour. Ils saluent la création par le FMI du mécanisme d'intégration commerciale pour aider les pays membres à faire face aux coûts des ajustements découlant de la libéralisation commerciale. Les ministres soulignent que, pour être efficace, ce mécanisme doit permettre un niveau plus élevé d'accès aux ressources du FMI, être appliqué avec souplesse et s'accompagner d'une assistance technique. Par ailleurs, ils notent avec satisfaction la prise de position de la Banque mondiale dans ce domaine, ainsi que les travaux analytiques qu'elle effectue en matière de renforcement des capacités pour aider les pays en développement à avancer dans la réalisation de leurs objectifs de commerce international.

### Prévention et résolution des crises

Les ministres se félicitent de la reprise des apports financiers aux pays émergents, qui ont atteint en 2003 leur plus haut niveau depuis 1999. Le retour de ces flux financiers tient à l'amélioration des résultats économiques de ces pays, mais aussi à la liquidité croissante des marchés de capitaux mondiaux. Les ministres saluent les mesures prises par les pays émergents et les autres pays en développement pour réduire leur vulnérabilité aux crises financières, notamment en se constituant un large volant de réserves internationales, en améliorant le cadre de leur politique, en



Lors d'une conférence de presse, le Président du Groupe des 24, Conrad Enill, a déclaré qu'«il fallait doubler l'aide publique au développement pour atteindre les ODM».



adoptant graduellement un régime de change plus souple, le cas échéant, et en poursuivant les réformes structurelles. Ils considèrent qu'un autre élément important de la prévention des crises est l'octroi par le FMI de concours financiers de montant suffisant, en temps utile, pour prévenir la contagion et préserver la confiance des marchés. À cet égard, les ministres déplorent la décision qui a été prise d'abolir la ligne de crédit préventive (LCP) au lieu d'en améliorer la conception pour en faire un instrument utilisable. Conscients de la volatilité des flux financiers, ils invitent instamment le FMI à créer une nouvelle facilité visant à prévenir les crises du compte de capital.

Les ministres notent avec préoccupation les effets dévastateurs que les perturbations des cours des produits primaires ont souvent sur les pays en développement, et en particulier les pays à faible revenu. Ils appellent à réformer rapidement la facilité de financement compensatoire du FMI pour la rendre utilisable, et demandent à la Banque mondiale de mettre au point des instruments pour aider les pays à faire face aux risques liés aux fluctuations des cours des produits primaires. Les ministres réclament un accroissement de l'assistance technique de la part des institutions multilatérales pour aider les pays à faible revenu à diversifier leur économie.

Les ministres notent avec satisfaction l'utilisation de plus en plus fréquente de clauses d'action collective (CAC) dans les contrats d'émissions obligataires souveraines. Ils notent que la formule de l'adoption facultative de ces clauses a favorisé leur diffusion et qu'elles sont un ajout bienvenu à la panoplie d'instruments pouvant servir à la résolution des crises.

### Le processus de prise de décision au FMI et à la Banque mondiale

Les ministres se déclarent profondément déçus par l'absence de tout progrès dans le dossier de la voix, de la participation et du nombre de voix des pays en développement au FMI et à la Banque mondiale. Notant les conclusions de la réunion que les gouverneurs africains ont tenue à Johannesburg en mars 2004 pour examiner la question de la voix et de la participation des pays en développement et des pays en transition au sein des institutions de Bretton Woods, ils réaffirment que, pour rehausser la légitimité du FMI et de la Banque mondiale, il y a lieu de régler sérieusement et sans délai la question de la sous-représentation des pays en développement dans le processus de prise de décision de ces institutions, comme cela a été convenu à Monterrey. Les ministres considèrent que le renforcement de la représentation des pays en développement nécessite l'adoption d'une nouvelle formule de calcul des quotes-parts. Cette formule doit tenir compte des facteurs de vulnérabilité des pays en développement, en particulier les pays d'Afrique subsaharienne, et refléter correctement le poids économique relatif des pays dans l'économie mondiale, le revenu national brut étant calculé sur la base de la parité de pouvoir d'achat.

En outre, le nombre des voix de base devrait être sensiblement relevé de manière à leur restituer leur rôle initial par rapport au total des voix attribuées. Les ministres demandent que les travaux sur ces questions soient achevés d'ici à juin 2006. À cette fin, ils demandent au Conseil d'administration du FMI et au Conseil des administrateurs de la Banque mondiale de désigner un groupe d'ex-

perts chargé d'étudier ce dossier et de présenter un rapport dans les six mois. Les ministres appellent à la soumission de toute idée nouvelle sur ces questions aux Conseils des deux organisations.

Les ministres sont particulièrement préoccupés par le fait que le processus de sélection du Directeur général du FMI continue à ne pas suivre, tant s'en faut, les normes de bonne gouvernance, de transparence et de solidarité dont le FMI et la Banque mondiale se font largement les champions dans leurs relations avec les pays membres. Cela nuit à la légitimité, à la responsabilisation et à la crédibilité des institutions. Les ministres s'associent à l'appel lancé par deux tiers des pays membres et une grande partie de la communauté internationale pour que le processus de sélection soit ouvert et transparent de manière à attirer les meilleurs candidats sans considération de nationalité, comme le préconise le rapport conjoint d'avril 2001 des groupes de travail des conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale. Les ministres rappellent que ce rapport a été approuvé en 2001 par les conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale pour servir de guide à la sélection future des chefs des deux institutions, et que le Comité monétaire et financier international en avait pris note.

### Réalisation des ODM

Les ministres se déclarent gravement préoccupés par le fait que, si les tendances actuelles perdurent, la majorité des pays ne réussiront pas à atteindre la plupart des ODM, comme l'explique le Rapport de suivi mondial. Ils appellent donc toutes les parties concernées à se mobiliser davantage pour mettre en œuvre le partenariat de Monterrey. Ils notent que les pays en développement font ce qui est attendu d'eux sur le plan de la stabilisation macroéconomique et des réformes structurelles, mais que les pays développés tardent à tenir les engagements pris à Monterrey. En particulier, bien que l'aide publique au développement (APD) ait récemment augmenté en valeur nominale, les flux de ressources en direction des pays les plus pauvres n'ont pas sensiblement progressé en valeur réelle et l'aide reste très nettement en deçà de l'objectif de 0,7 % du PNB fixé par l'ONU. Les ministres notent avec préoccupation que les flux financiers de la Banque mondiale et des banques régionales de développement sont en diminution depuis plusieurs années, d'où la persistance d'un solde net négatif du transfert de ressources des banques multilatérales de développement vers les pays en développement.

Les ministres soulignent que la réalisation des ODM suppose que l'apport de ressources financières soit accru pour être à la mesure des engagements pris à Monterrey. Par conséquent, ils saluent les conclusions de la récente réunion de Paris sur le financement du développement, qui réclament une augmentation, une meilleure harmonisation et une plus grande prévisibilité de l'aide au développement. Les ministres soutiennent sans réserves la proposition de créer une facilité de financement internationale pour mobiliser davantage de ressources à décaisser en début de période afin d'atteindre les ODM, et ils invitent instamment les bailleurs de fonds à donner suite à cette proposition. En outre, ils réclament instamment la poursuite des travaux sur la création et la redistribution volontaire de DTS additionnels et sur les possibilités de taxation à l'échelle mondiale. De plus, les pays donateurs devraient

améliorer l'harmonisation et la coordination de leurs pratiques en matière d'aide afin que celle-ci corresponde davantage aux priorités des pays bénéficiaires et d'éviter la multiplication des critères que ces pays doivent respecter.

Les ministres se félicitent des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, lancée en juin 2002. Ils reconnaissent que cette initiative donne l'espoir de voir réalisé l'ODM concernant l'éducation primaire universelle. Cependant, ils notent qu'il est urgent de résoudre les difficultés qui subsistent, en particulier la question du financement.

Les ministres attendent avec intérêt que soit affiné le cadre d'évaluation de la viabilité de la dette dans les pays à faible revenu, et ils soulignent que l'adoption de ce cadre doit se traduire par une augmentation des flux d'aide et par une amélioration des conditions dont ils sont assortis. En outre, ils sont favorables à ce que l'Initiative PPTE renforcée soit prorogée au-delà de décembre 2004, date prévue de son expiration. Ils saluent l'amendement de l'instrument du compte de fiducie FRPC-PPTE qui permet d'apporter un complément d'aide lorsque les paramètres de l'endettement du pays membre sont influencés par des

facteurs exogènes. Ils attendent aussi avec intérêt la mobilisation de ressources additionnelles dans le cadre de la FRPC autofinancée.

Les ministres saluent le plan d'action adopté par la Banque mondiale en vue d'accroître l'aide en faveur des pays à revenu intermédiaire, où vit une grande partie de la population pauvre du monde. Ils demandent que le financement du développement soit relevé pour couvrir les énormes besoins sociaux et les investissements d'infrastructure afin d'aider ces pays à atteindre les ODM. Cette aide devrait être accordée de façon souple et être assortie de conditions concessionnelles.

#### Remerciements à l'intention de M. Köhler

Les ministres expriment leurs remerciements à Horst Köhler pour le travail remarquable qu'il a accompli en tant que Directeur général du FMI. En particulier, ils lui sont gré du dévouement dont il a fait preuve pour résoudre les problèmes des pays en développement. Ils lui présentent tous leurs vœux de réussite pour la poursuite de sa carrière.

La prochaine réunion des ministres du G-24 aura lieu le vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2004, à Washington. ■

*Conférence de presse des ministres des finances africains . . .*

## L'Afrique réclame aux pays riches plus d'aide et de débouchés, et moins d'hypocrisie

**A**u cours d'une conférence de presse tenue à Washington le 24 avril, quatre ministres des finances africains ont exposé les principales difficultés auxquelles se heurte l'Afrique en matière de développement et exprimé leur préoccupation face à la lenteur avec laquelle avance le dossier de la représentation de l'Afrique au sein des institutions de Bretton Woods. Bohoun Bouabre (Ministre des finances de Côte d'Ivoire), Elzubier Ahmed Elhassan (Ministre des finances et de l'économie nationale du Soudan), André Philippe Futa (Ministre des finances de la République démocratique du Congo) et David Mwiraria (Ministre des finances du Kenya) ont insisté sur les politiques des pays riches qui restreignent la capacité de l'Afrique d'atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) fixés par l'ONU.

Les quatre ministres ont cité l'insuffisance de l'aide au développement comme la principale raison du retard pris par les pays africains dans la réalisation des ODM. Selon M. Elhassan, les pays africains sont déterminés à maintenir le cap de l'ajustement et des réformes, mais ils ont besoin de tout le soutien promis à Monterrey, sous forme d'un accroissement de l'aide concessionnelle et des allègements de dettes ainsi que de transferts de technologie. M. Futa a quant à lui demandé que les institutions de Bretton Woods, ainsi que le G-8 et le G-15, revoient les montants d'aide de manière à amorcer le développement en faisant jouer l'effet multiplicateur.

L'expansion du commerce fait aussi partie des grandes priorités, car elle permettrait aux pays africains de diversifier leur économie, d'accélérer la croissance et de progresser vers la réalisation des ODM. M. Mwiraria et Futa ont fait écho aux propos de M. Elhassan en se plaignant du caractère éminemment discriminatoire des barrières commerciales imposées par les pays riches, qui constituent un frein constant au développement. En particulier, la progressivité systématique des droits de douane qui frappent les importations à valeur élevée en provenance des pays en développement freine l'expansion du secteur privé et la diversification des exportations dans les pays à faible revenu. M. Mwiraria a donné l'exemple de l'agriculture, secteur dans lequel les pays africains sont compétitifs, mais se heurtent pourtant à de fortes contraintes qui les excluent d'une concurrence équitable sur les marchés mondiaux.

#### Incohérence et hypocrisie

Les ministres ont aussi dénoncé le manque de cohérence des politiques des pays développés. Trop souvent, l'aide au développement accordée dans un domaine est neutralisée par les politiques menées dans un autre, a fait observer M. Elhassan, en citant comme exemple les 58 milliards de dollars d'aide des pays de l'OCDE qui, dans le même temps, consacrent cinq fois plus à protéger leur secteur agricole. Ces subventions des pays développés sont totalement injustifiées du point de vue économique, a fait valoir



M. Elhassan : «Les pays africains sont déterminés à maintenir le cap de l'ajustement et des réformes, mais ils ont besoin de tout le soutien promis à Monterrey.»



M. Futa : «La population — actuelle et projetée — de l'Afrique devrait être prise en compte pour déterminer la représentation des pays africains dans les institutions financières internationales.»



M. Mwiraria :  
«Les pays africains sont compétitifs dans le secteur agricole, mais ils se heurtent pourtant à de fortes contraintes qui les excluent d'une concurrence équitable sur les marchés mondiaux.»

M. Futa, et un dialogue fondé sur un véritable partenariat supposerait que les pays développés mettent fin à cette hypocrisie.

Nombre de pays africains entreprennent des réformes pour renforcer leurs cadres macroéconomiques et faire en sorte que les décisions économiques soient fondées sur des politiques vraiment adaptées au monde d'aujourd'hui, a répondu M. Futa à un journaliste qui demandait si les investisseurs étrangers étaient découragés par les conflits qui sévissent sur le continent et par le mauvais climat des affaires. Mais, a expliqué M. Elhassan, l'instabilité au Moyen-Orient et la reconstruction de l'Iraq ont directement et indirectement des effets négatifs sur l'Afrique, car ils font passer les priorités de développement de l'Afrique au second plan et ils ralentissent les flux d'aide et d'investissements directs étrangers.

Les investissements directs étrangers sont indispensables pour réduire la pauvreté et créer des emplois, mais les efforts seront vains tant que le problème de l'endettement ne sera pas réglé, a déclaré M. Elhassan. Insistant sur l'aide supplémentaire dont les pays africains ont besoin pour atteindre les ODM, les quatre ministres ont souligné la nécessité de continuer à réduire l'endettement des pays africains, y compris ceux qui ne peuvent pas bénéficier de l'initiative PPTE. Les pays africains attendent aussi de la Banque mondiale et du FMI qu'ils les aident à concevoir de nouveaux moyens de financer leurs économies, sachant que les instruments de financement classiques ne fonctionnent pas toujours en Afrique, a rappelé M. Bouabre.

### La représentation de l'Afrique

Réclamant que les Africains soient mieux représentés «à la table où sont prises les décisions» au

### En anglais sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org)

#### Communiqués de presse

- 04/72 : Le FMI et la Banque mondiale appuient un allègement de dette de 1,2 milliard de dollars en faveur du Niger dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée, 8 avril
- 04/73 : Le Conseil d'administration du FMI approuve le mécanisme d'intégration commerciale, 13 avril
- 04/74 : Achèvement de la première vue de l'accord de confirmation avec le Paraguay, 12 avril
- 04/75 : Déclaration des services du FMI au terme d'une mission en Bulgarie, 13 avril
- 04/76 : Achèvement de la septième revue de l'accord de confirmation avec la Turquie et approbation d'un décaissement de 495 millions de dollars, 16 avril
- 04/77 : Déclaration de David Burton, Directeur du Département Asie et Pacifique, sur la deuxième phase de l'initiative du Fonds d'obligations Asie (Asian Bond Fund), 18 avril
- 04/78 : Le FMI et la Banque mondiale appuient un allègement de 850 millions de dollars du service de la dette du Sénégal, 19 avril
- 04/79 : Vanuatu participe officiellement au Système général de diffusion des données, 20 avril
- 04/80 : M. O'Loughlin, Administrateur suppléant, propose la candidature de Rodrigo Rato au poste de Directeur général du FMI, 22 avril
- 04/81 : Déclaration des services du FMI sur l'achèvement de la troisième revue de l'accord de confirmation avec la Colombie, 23 avril
- 04/82 : Le FMI et la Banque mondiale approuvent le point d'achèvement de l'Éthiopie et un complément d'allègement de dette dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée, 22 avril
- 04/83 : Le Conseil d'administration du FMI tiendra une réunion informelle le 27 avril afin de fixer la procédure d'examen des candidatures au poste de Directeur général du FMI, 22 avril
- 04/84 : Communiqué du Comité monétaire et financier international du Conseil des gouverneurs du FMI, 24 avril (voir page 117)

- 04/85 : Un rapport du FMI et de la Banque mondiale appelle tous les pays à se mobiliser d'urgence pour réduire la pauvreté, 22 avril
- 04/86 : Communiqué des gouverneurs africains du FMI, 25 avril

#### Notes d'information au public

- 04/26 : Le Conseil d'administration du FMI examine les leçons à tirer de la crise en Argentine, 24 mars
- 04/27 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec la Malaisie, 24 mars
- 04/28 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec le Panama, 26 mars
- 04/29 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec les Philippines, 30 mars
- 04/30 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec la Norvège, 31 mars
- 04/31 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec l'Espagne, 2 avril
- 04/32 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec São Tomé-et-Príncipe, 2 avril
- 04/33 : Le Conseil d'administration du FMI fixe les normes d'évaluation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, 2 avril
- 04/34 : Le FMI examine le cadre opérationnel d'évaluation de la viabilité de la dette dans les pays à faible revenu, 5 avril
- 04/35 : Le FMI achève l'examen de la facilité de financement compensatoire, 7 avril
- 04/36 : Le Conseil d'administration du FMI examine le rapport d'étape sur le renforcement de la collaboration entre le FMI et la Banque mondiale en matière de programmes et de conditionnalité, 7 avril
- 04/37 : Le Conseil d'administration du FMI examine la fourniture des données aux fins de la surveillance, 12 avril
- 04/38 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec le Belize, 16 avril
- 04/39 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec la République Centrafricaine, 14 avril
- 04/40 : Le FMI achève l'examen du rapport intitulé «Le soutien du FMI en faveur des pays membres à faible revenu : réflexion sur les instruments et le financement», 15 avril



FMI et à la Banque mondiale, les ministres ont demandé instamment que soit établi un calendrier clair pour y parvenir rapidement. Cela faciliterait considérablement la recherche de solutions aux problèmes de la région, a souligné M. Elhassan, qui s'est dit déçu par le manque de progrès sensibles sur ce dossier.

M. Bouabre et M. Futa se sont associés à M. Elhassan pour demander que le pourcentage des voix de base des pays africains au FMI et à la Banque mondiale soit porté au moins à son niveau initial du début des années 60, et que leur représentation soit accrue aux Conseils des deux institutions. Étant donné que, dans certains pays africains, les données économiques peuvent être de mauvaise qualité, lorsqu'elles existent, il peut être difficile d'obtenir une mesure exacte de la position de l'Afrique au sein des institutions de Bretton Woods. De l'avis de M. Futa, d'autres

critères devraient être pris en considération, tels que la population — actuelle et projetée — de l'Afrique. Les ministres ont aussi demandé instamment au FMI de créer un poste supplémentaire de Directeur général adjoint qui serait chargé plus particulièrement de l'Afrique et de recruter davantage de personnel qualifié africain, au FMI et à la Banque mondiale, en particulier des cadres supérieurs.

Toutes ces recommandations ont été reprises par les ministres des finances africains le lendemain lors de la réunion avec Rodrigo Rato, l'ancien Ministre des finances espagnole candidat au poste de Directeur général du FMI. M. Elhassan a déclaré que, comme ses collègues d'Afrique subsaharienne, il se félicitait que M. Rato soit candidat, en exprimant l'espoir que le nouveau chef du FMI se rendrait souvent en Afrique pour mieux comprendre ses énormes problèmes. ■



M. Bouabre : «Le pourcentage des voix de base des pays africains au FMI et à la Banque mondiale devrait être porté au moins à son niveau initial du début des années 60, et leur représentation devrait être accrue aux Conseils des deux institutions.»

04/41 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec Singapour, 26 avril

04/42 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec la Côte d'Ivoire, 21 avril

04/43 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec la Guinée, 23 avril

04/44 : Le FMI examine les résultats obtenus par la Roumanie dans le cadre des programmes appuyés par le FMI dans le passé, 23 avril

04/45 : Séminaire informel du Conseil d'administration du FMI sur les investissements publics et la politique budgétaire, 24 avril

#### Discours

«What Lies Ahead for Asia's Emerging Markets?», David Burton, Directeur du Département Asie et Pacifique, Conférence 2004 Crédit Suisse—First Boston Asian Investment, Hong Kong, 23 mars

«Meant Well, Tried Little, Failed Much: Policy Reforms in Emerging Market Economies», Anne O. Krueger, Directrice générale par intérim, Table ronde à l'Economic Honors Society, université de New York, New York, 23 mars

«Latin America: Sustaining Reforms and Growth», Anoop Singh, Directeur du Département Hémisphère occidental, Réunion des investisseurs, Banque interaméricaine de développement, Lima, Pérou, 27 mars

«Argentina: Remaining Economic Challenges», Anne O. Krueger, Directrice générale par intérim, American Enterprise Institute, Washington, 31 mars

Remarques d'Anne O. Krueger, Directrice générale par intérim, séance d'ouverture de la Conférence ministérielle sur le financement du développement, Paris, 8 avril

Remarques de Horst Köhler, ancien Directeur général, dîner offert par le Conseil d'administration, Washington, 14 avril

#### Déclarations faites lors des réunions de donateurs

Déclaration de Mohsin S. Khan, Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale, Pakistan Development Forum, Islamabad, 19 mars

«Afghanistan and the International Community— A Partnership for the Future», Agustín Carstens, Directeur général adjoint, Conférence internationale des donateurs sur l'Afghanistan, Berlin, 31 mars

#### Transcriptions

Points de presse de Thomas C. Dawson, Directeur du Département des relations extérieures, 25 mars et 8 avril

Conférence de presse sur le Rapport de suivi mondial (*Global Financial Stability Report*), Gerd Häusler, Conseiller et Directeur, et Hung Tran, Directeur adjoint, Département des marchés de capitaux internationaux, 6 avril

Téléconférence avec la presse sur le mécanisme d'intégration commerciale, Hans Peter Lankes, Chef de la division de la politique commerciale, Département de l'élaboration et de l'examen des politiques, 13 avril

Téléconférence sur les chapitres analytiques de l'édition d'avril 2004 des *Perspectives de l'économie mondiale*, 14 avril

Téléconférence sur la Turquie, 16 avril

Conférence de presse sur les *Perspectives de l'économie mondiale*, 21 avril

Conférence de presse précédant les réunions du printemps 2004 du Comité monétaire et financier international, avec Anne O. Krueger, Directrice générale par intérim, et Thomas C. Dawson, Directeur du Département des relations extérieures, 22 avril

Conférence de presse du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre sur les questions monétaires internationales et le développement (Groupe des 24), 23 avril

Conférence de presse sur l'Amérique latine, Anoop Singh, Directeur du Département Hémisphère occidental, 23 avril

Conférence de presse des ministres des finances africains, 24 avril (voir page 127)

Conférence de presse tenue à l'issue de la réunion du Comité monétaire et financier international, 24 avril

Conférence de presse sur l'adoption de l'euro en Europe centrale, avec Susan Schadler, Directrice adjointe du Département Europe, 24 avril

#### Communiqué

Comité du développement, 25 avril (voir page 122)

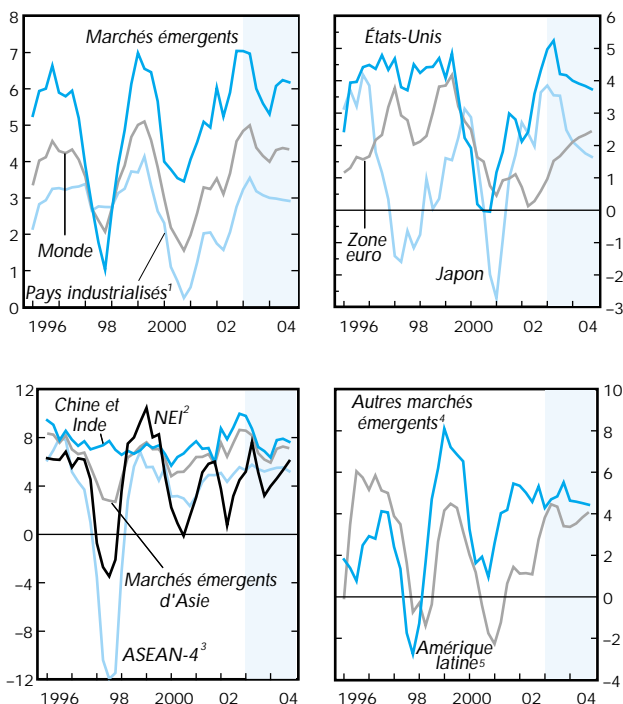
Perspectives de l'économie mondiale . . .

## L'économie mondiale s'épanouit : 4,6 % de croissance prévus pour 2004

L'économie mondiale est au printemps de la reprise, a dit Raghuram Rajan, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, en présentant à la presse le 21 avril l'édition du printemps 2004 des *Perspectives de l'économie mondiale*. «Les bourgeons timides d'il y a six mois ont maintenant éclos dans de nombreuses régions du monde, a-t-il ajouté, en citant le net rebond du commerce mondial, la solidité de la reprise aux États-Unis, la poursuite d'une croissance exceptionnelle dans les pays émergents d'Asie, surtout en Chine, et les meilleurs résultats enregistrés par le Japon depuis 1996.

### La reprise mondiale s'est renforcée et amplifiée, tirée par les États-Unis et l'Asie

(PIB réel, variation en pourcentage sur quatre trimestres)



Note : Les zones ombrées indiquent les projections.

<sup>1</sup>Australie, Canada, Danemark, États-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède, Suisse et zone euro.

<sup>2</sup>Corée, Hong Kong (RAS), Singapour et province chinoise de Taïwan.

<sup>3</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

<sup>4</sup>Afrique du Sud, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Israël, Lettonie, Lituanie, Pakistan, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Russie, Slovénie, Turquie et Ukraine.

<sup>5</sup>Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela.

Les signes de dynamisme se multipliant, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été relevées de 0,5 point : les *Perspectives* parlent maintenant de 4,6 % en 2004 et de 4,4 % en 2005, et, selon M. Rajan, si tout se passe comme prévu, ce seront sans doute les deux meilleures années depuis plus de dix ans.

Parmi les pays industrialisés, ce sont les États-Unis qui sont en tête. La plupart des indicateurs avancés y sont en hausse, de sorte que la croissance de l'économie américaine devrait atteindre 4,6 % en 2004. Au Japon aussi, la reprise fait preuve d'une vigueur remarquable, soutenue par une forte demande extérieure, notamment chinoise, accompagnée d'une augmentation de l'investissement et d'un rebond récent de la consommation. Le PIB japonais augmentera de 3,4 % en 2004, la plus forte progression depuis 1996.

M. Rajan a expliqué que l'économie japonaise était tirée désormais moins par les exportations que par l'investissement, et que la consommation semblait repartir; c'est pourquoi les experts estiment que la reprise en cours est sans doute plus vigoureuse que lors des faux-départs observés depuis dix ans. La restructuration du secteur des entreprises et de celui des banques a bien progressé, ce qui n'a pas été inutile. Pour l'heure, la priorité macroéconomique est de vaincre la déflation; aussi est-il conseillé au Japon de poursuivre sa politique monétaire expansionniste jusqu'à ce que la déflation ait disparu.

La zone euro, en revanche, est encore en hiver, a dit M. Rajan. Les perspectives y sont beaucoup moins favorables qu'aux États-Unis et au Japon. La croissance ne devrait y être que de 1,7 % en 2004. La Banque centrale européenne dispose peut-être d'une certaine marge de manœuvre pour réduire les taux d'intérêt, mais cela n'aurait aucun effet magique sur les économies de la région. D'autres mesures importantes, en particulier des réformes structurelles, sont aussi indispensables.

### La Chine, moteur de la croissance en Asie

En ce qui concerne les pays émergents et les pays en développement, M. Rajan a relevé les résultats particulièrement bons des pays émergents d'Asie, où la croissance de la Chine, qui devrait atteindre 8,5 % en 2004, a joué un rôle essentiel. À la question de savoir si le FMI avait encouragé avec assez d'insistance la Chine et d'autres pays d'Asie à assouplir leur régime de change, M. Rajan a fait observer que le FMI faisait valoir depuis un certain temps déjà que des régimes plus souples seraient dans l'intérêt de ces pays, car cela freinerait l'inflation et encouragerait des décisions d'investissement plus rationnelles. Mais nul ne sait si la réévaluation de la monnaie mettrait un terme à l'investissement excessif en Chine; en effet, les méthodes utilisées habituellement pour limiter les prêts bancaires servant à ce type d'investissement ne fonctionneraient peut-être pas, car certaines décisions ne

sont pas prises selon des considérations de rentabilité. Il faut tendre vers la flexibilité totale, mais la convertibilité complète, à ce stade, serait une erreur, a expliqué M. Rajan. «La Chine doit régler les problèmes de son système financier avant de passer à la convertibilité complète.»

L'Inde, dont la croissance a été de 7,4 % en 2003 et devrait être de 6,8 % en 2004, est aussi en plein essor. En Amérique latine, en particulier au Brésil, la croissance est restée faible en 2003, mais la reprise devrait se confirmer en 2004, grâce au raffermissement de la demande intérieure et à la croissance mondiale. Au Moyen-Orient, la croissance du PIB devrait ralentir légèrement par rapport à 2003 et se chiffrer à 4,1 % environ.

La Communauté des États indépendants a connu une forte croissance en 2003, grâce au très net redressement de la Russie et de l'Ukraine. Pour l'ensemble de la Communauté, la croissance devrait ralentir quelque peu pour s'établir à 6 % en 2004. En Europe centrale et orientale, la croissance devrait s'accélérer, mais elle est entravée par le manque relatif de dynamisme de son principal partenaire commercial, à savoir la zone euro, et par la nécessité d'assainir les finances publiques dans certains pays.

Pour ce qui est des pays les plus pauvres, la croissance du PIB en Afrique subsaharienne devrait nettement s'accélérer en 2004 pour atteindre 4,2 %, sous l'effet de l'amélioration des données macroéconomiques fondamentales, de la hausse des prix des produits primaires, de la plus grande stabilité politique et de l'amélioration des conditions climatiques.

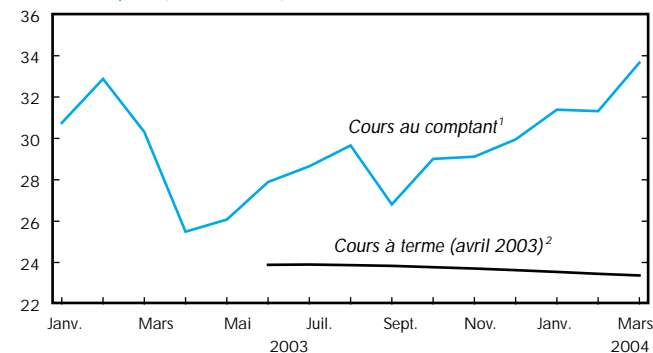
### Les cours du pétrole, facteur de risque

Cette situation plutôt encourageante ne doit pas faire oublier que certains risques subsistent à court terme. Les cours du pétrole auront un effet négatif sur la croissance mondiale s'ils restent aussi élevés qu'ils le sont actuellement ou s'ils augmentent. D'après les estimations du FMI, une augmentation de 5 dollars du prix du baril pendant un an se traduirait par une perte de croissance mondiale de 0,3 %. Mais, a fait observer M. Rajan, tout dépend de l'origine de la hausse des prix du pétrole. Jusqu'à présent, elle est due à la vigueur de la demande, et cela ne devrait pas nuire à la reprise. Ce qui est inquiétant, c'est que la situation de l'offre est telle que, si un grand producteur devait se retirer, comme cela pourrait arriver par exemple au Moyen-Orient pour des raisons géopolitiques, les autres producteurs ne seraient pas en mesure de prendre la relève.

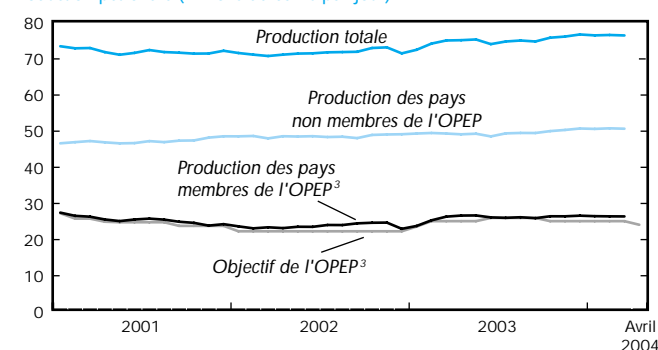
Des risques existent dans d'autres domaines aussi. Des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes ont permis d'atténuer les effets économiques de

## Cours du pétrole en hausse; production stable

Cours au comptant (dollars le baril)



Production pétrolière (millions de barils par jour)



<sup>1</sup>Moyenne des cours au comptant des bruts West Texas Intermediate, U.K. Brent et Dubaï.

<sup>2</sup>Moyenne pondérée sur 5 jours des cours suivants : NYMEX Light Sweet Crude, IPE Dated Brent et Dubai Fateh (supposé).

<sup>3</sup>Iraq non compris.

Sources : International Energy Agency; Bloomberg Financial, LP; estimations des services du FMI.

l'éclatement de la bulle financière, des attentats du 11 septembre et de l'épidémie de SRAS, mais toutes les options sont désormais épuisées, ce qui fait que le monde est largement à la merci de nouveaux chocs qui freineraient l'activité. Les déséquilibres mondiaux qui résultent en partie du recours à ces options ont aggravé la vulnérabilité de l'économie mondiale.

À moyen terme, l'intégration croissante de la Chine et de l'Inde à l'économie mondiale, l'intégration à plus long terme de l'Afrique et le vieillissement des populations dans les pays industrialisés vont à la fois ouvrir de nouveaux horizons et engendrer de nouveaux défis. Étant donné que les incertitudes mondiales ne peuvent être maîtrisées, il faut se préparer dès maintenant. Les *Perspectives* préconisent de reconstituer des marges de manœuvre là où cela est possible et de donner la priorité à la réduction des facteurs de vulnérabilité. À moyen terme, les économies doivent devenir plus souples; la capacité de s'adapter aux changements est la meilleure assurance. Plus précisément, compte tenu de la vigueur actuelle de la croissance, la plupart des autorités monétaires devraient déjà préparer le terrain en vue d'une remontée des taux d'intérêt, comme certaines ont déjà commencé à le faire.



**Laura Wallace**  
Rédactrice en chef  
**Sheila Meehan**  
Rédactrice principale  
**Camilla Andersen**  
**Elisa Diehl**  
**Christine Ebrahim-zadeh**  
**Jacqueline Irving**  
Rédactrices  
**Niccole Braynen-Kimani**  
**Maureen Burke**  
Assistantes de rédaction  
**Philip Torsani**  
Maquettiste/Graphiste  
**Julio Prego**  
Graphiste

Avec la collaboration de  
**Prakash Loungani**

**Édition française**

Division française  
Services linguistiques

**Yannick Chevalier-Delanoue**  
Traduction  
**Catherine Helwig**  
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 22 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (6<sup>e</sup> édition). Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org). Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2004, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)

Les États-Unis ne sont pas le seul pays qui doit rééquilibrer ses finances publiques, mais c'est le plus important, a noté M. Rajan, et plus vite il le fera, mieux cela vaudra. Le resserrement de la politique budgétaire aidera aussi à réduire les déséquilibres mondiaux, qui sont une grande source de vulnérabilité. Avec des finances publiques plus saines, les États-Unis seront mieux à même de faire face au coût des retraites et des soins de santé de la génération du baby-boom.

Une plus grande flexibilité de l'économie suppose aussi des réformes structurelles. Le chapitre III des *Perspectives* rappelle que la période de reprise actuelle est propice à la mise en œuvre de ces réformes. Il s'agit tout aussi bien de consolider le système financier en Asie que d'assouplir les marchés du travail en Europe ou de réformer le système de santé aux États-Unis. De cette manière, les citoyens du monde entier, au lieu de se sentir menacés par les changements à venir, verront qu'ils ont tout à y gagner. Les pressions protectionnistes s'en trouveront réduites, ce qui ouvrira la voie à un avenir meilleur pour tous, a déclaré M. Rajan.

Le protectionnisme n'est pas concentré dans un seul pays, estime M. Rajan, mais la taille de l'économie américaine est telle qu'une aggravation du protectionnisme aux États-Unis susciterait partout des préoccupations. De plus, le secteur des services américain étant depuis peu soumis à la concurrence étrangère par le jeu de l'externalisation, les États-Unis, ancien chantre du libre-échange, commencent à s'inquiéter. Enfin, la menace terroriste pourrait aussi amputer le commerce international, a ajouté David Robinson, Directeur adjoint du Département



Raghuram Rajan (à droite) et James Morsink, du Département des études du FMI : «Si tout se passe comme prévu, nous allons sans doute connaître les deux meilleures années depuis plus de dix ans.»

des études, car elle complique et ralentit la circulation internationale des marchandises.

En somme, a conclu M. Rajan, le monde est sorti de l'hiver de la récession, mais, au lieu de passer le printemps et l'été à danser, nous ferions mieux de préparer l'avenir. La vie de la fourmi est peut-être fastidieuse, mais elle est conforme à la prudence économique. ■

Marina Primorac  
FMI, Département des relations extérieures

L'édition d'avril 2004 des *Perspectives* est en vente au prix de 49 dollars (46 dollars, universitaires et étudiants) au Service des publications du FMI (voir page 121). Le texte intégral du rapport peut aussi être consulté sur le site Internet ([www.imf.org](http://www.imf.org)) de même que la transcription de la conférence de presse.

**Rodrigo Rato est nommé Directeur général du FMI**



Mohamed El-Erian



Rodrigo Rato

Le 4 mai, le Conseil d'administration du FMI a examiné officiellement la candidature de Mohamed El-Erian et celle de Rodrigo Rato au poste de Directeur général de l'institution, avant d'arrêter son choix sur ce dernier. Le Directeur général est le principal responsable du FMI : il est le chef des services de l'institution, qui emploie environ 2.700 personnes, et il préside le Conseil d'administration composé de 24 membres, qui gère les affaires courantes du FMI.

Les 28 et 29 avril, le Conseil d'administration au complet avait rencontré chacun des deux candidats, qui ont ainsi pu répondre, pendant plusieurs heures, aux questions des administrateurs. En outre, M. El-Erian, ancien fonctionnaire du FMI aujourd'hui Directeur général de PIMCO, et M. Rato, qui était Ministre des finances de l'Espagne jusqu'aux récentes élections, ont eu des entretiens privés avec certains administrateurs.

La procédure de désignation du Directeur général est fixée par les Statuts du FMI, qui disposent simplement que «le Conseil d'administration choisit un Directeur général qui n'est ni un gouverneur ni un administrateur du Fonds». Cela laisse une marge de manoeuvre considérable au Conseil d'administration pour procéder à la sélection tout en cherchant à prendre sa décision par consensus.